

2006 : La coupe est pleine ! FOOTons en l'air ce Système !

Du 9 juin au 9 juillet se déroule en Allemagne la phase finale de la Coupe du Monde. Pendant un mois, cet événement attirera beaucoup plus d'attention mondiale qu'aucun autre. Incontestablement, le football constitue le « panem et circenses » moderne de la société capitaliste. Mais derrière la façade spectaculaire, le football est encore une activité humaine pervertie par la course aux profits.

Un peu d'histoire...

Le football a été créé au milieu du XIX^e siècle en Angleterre dans l'université de Cambridge. Comme le tennis, il servait de divertissement physique à l'aristocratie et la haute bourgeoisie anglaise. Mais très vite, il se popularisa grâce aux patrons anglais qui aménagèrent des terrains à côté des usines et fondèrent des clubs d'usine. Les ouvriers anglais de l'époque se réunissaient très souvent dans les pubs après le travail et avaient l'occasion de critiquer le patron, les conditions de travail et leurs salaires. Il est caractéristique que beaucoup de grèves démarraient le lundi. Les patrons cherchaient du coup à occuper le temps libre de leurs employés différemment. Le football était la solution qui, en plus, créait une sorte

de « patriotisme d'entreprise » en créant de minicompétitions où des équipes d'entreprises s'affrontaient. Progressivement, cela se développa en les championnats qui existent un peu partout aujourd'hui. Le football se propagea progressivement à travers le monde par le biais de l'armée coloniale britannique.

Rapidement, il devint un spectacle payant. Pour aller le dimanche au stade regarder l'équipe de son entreprise ou de sa région, il faut payer un billet. Ensuite, cet argent est investi soit dans l'agrandissement du stade – pour permettre à plus de gens d'assister aux matches et du coup ramasser plus d'argent par les billets – soit dans l'achat de nouveaux joueurs pour que l'équipe devienne plus compétitive, gagne plus de matches et attire plus de gens au stade. C'est ce qui fit que des gens devinrent des joueurs professionnels. Et c'est cette logique d'accumulation de capital qui poussa les patrons à organiser des compétitions à des échelles toujours plus grandes, d'où les coupes du monde ou de continent et les coupes inter-clubs comme la ligue des champions.

L'industrie du football

Peu à peu, l'industrie du football grandit et a atteint aujourd'hui des niveaux inimaginables. La FIFA ne percevra pas moins de 1,172 milliard d'euros pour les seuls droits télévisés et les parrainages du Mondial 2006. Si la France se qualifie

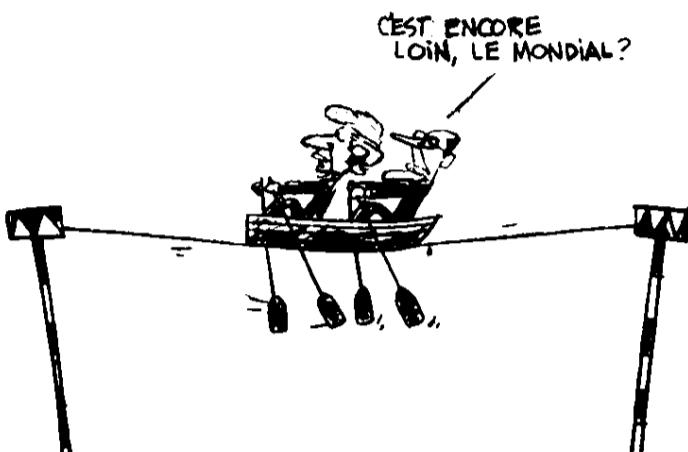
les Coupes du Monde auront lieu dans des pays aussi riches que possible pour assurer que les bénéfices seront aussi grands que possible. Les quatre dernières Coupes (1994 États-Unis, 1998 France, 2002 Japon et Corée du Sud, 2006 Allemagne) ont été organisées dans les plus riches pays du globe dont deux (États-Unis et Japon) sans longue tradition footballistique, et ceci afin de gagner de nouveaux fans et de nouveaux marchés. C'est la raison pour laquelle on ne verra pas très bientôt un Mondial organisé dans un pays africain.

Mais à part les billets et les droits de transmission, tout une industrie se développe autour de ce sport. T-shirts, chaussures, ballons, disques de musique, des jeux électroniques et même des... bordels. Car le Mondial 2006 a vu la construction d'un énorme bordel pouvant accueillir jusqu'à 650 « clients » en même temps et situé à côté du stade berlinois où se jouera la finale du 9 juillet. Le parlement allemand a passé une loi concernant la prostitution statuant que quand elle est consentie, elle est légale, malgré la législation interna-

tionale qui stipule que le corps humain n'est pas une marchandise. Effectivement, le capitalisme évolue sous le poids des « nécessités » !

Les footballeurs eux-mêmes deviennent de plus en plus des marchandises évaluées pas simplement en fonction de leurs qualités de joueurs mais en fonction aussi de leur éventuelle rentabilité en tant qu'objets publicitaires. L'arrêt Bosman de 1995 a beaucoup contribué à ce développement car il a dérégulé le marché de joueurs européen, ce qui a augmenté la concurrence à laquelle se livrent les clubs les plus riches entre eux et a fait tripler ou quadrupler les prix des transactions et les salaires des joueurs. Les clubs sont désormais gérés complètement comme des entreprises à but lucratif, certains sont rachetés par des hommes d'affaires qui ne se sont jamais intéressés au football (comme Abramovich qui a acheté le club de Chelsea) ou rentrent en bourse. Les incidents de corruption – comme le tout récent qui menace le Juventus de relégation – ne peuvent que se multiplier sous la pression de la concurrence capitaliste et pervertir encore plus un sport qui fascine des millions de gens autour de la planète.

Christakis, [Censier]



pour la finale, le prix d'un spot publicitaire de trente secondes à la télévision atteindra 250 000 euros. Effectivement, quand de telles sommes sont en jeu, il n'est pas étonnant de savoir que ceux qui gèrent les institutions internationales du football comme Sepp Blatter sont de grands patrons et qu'ils sont accusés de corruption. Non seulement, mais ils assurent que

Le foot et le nationalisme

À chaque début de rencontre internationale, les joueurs entonnent, la main sur le cœur, l'hymne national repris en chœur par le public. Gare à celui qui briserait l'unité nationale en ne se pliant pas au rituel ! On se souvient que Christian Karembeu, qui refusait durant la coupe du monde 1998 de chanter la Marseillaise avait été brocardé par une partie de la presse pour cet acte antipatriotique, alors que le joueur Canaque marquait ainsi son opposition à la politique française dans les DOM TOM. Rappelons aussi l'indignation générale lors du match symbolique France/Algérie, lorsque la Marseillaise avait été sifflée par de jeunes « sauvages »

Comme tous les sports collectifs créés à la fin du XIX^e siècle, le foot se base sur la concurrence. Et quand celle-ci a lieu entre des équipes représentant un pays, la signification d'un match dépasse largement le cadre sportif et devient un enjeu politique pour le pouvoir. Un mauvais résultat pouvait avoir des conséquences tragiques pour les joueurs : après 1945, les joueurs soviétiques n'avaient pas intérêt à perdre contre des équipes comme la RFA ou les USA...

Il est notoire qu'une victoire de l'équipe nationale dans une compétition telle qu'un championnat du monde a tendance à éluder les problèmes sociaux. Villepin déclarait début Mai, en pleine affaire Clearstream : « Il faut tenir jusqu'à la coupe du monde » et espérer que les Bleus fassent une bonne perf' ! Ces Bleus d'ailleurs, ont depuis plusieurs années fait l'objet d'un débat

concernant non pas la couleur de leurs maillots, mais plutôt celle de leur peau... L'équipe Black-Blanc-Beur victorieuse de la coupe du monde 1998 était ainsi censée prouver la réussite de l'intégration à la française. L'instrumentalisation politique de cette équipe visait clairement à exalter l'unité nationale, sur le mode : « il n'y a pas de racisme en France, sinon les Français ne seraient pas descendus en masse dans la rue pour célébrer la victoire d'une équipe métissée ».

Si le soutien à une équipe nationale est largement empreint de chauvinisme, il peut aussi être un exutoire pour certains peuples opprimés lorsque « leur » équipe bat celle d'un pays oppresseur (comme lorsque le Mexique bat les USA, par exemple). Dans tous les cas, une interprétation politique d'un événement sportif ne fait que refléter un rapport de force existant.

Beaucoup décrivent le football comme un sport qui produit du chauvinisme, en s'appuyant sur l'exemple des supporters qui n'hésitent pas à tendre le bras droit où à pousser des cris de singes à l'adresse des joueurs noirs, comme c'est le cas, entre autres, à Madrid ou à Paris. C'est oublier que les positions idéologiques de ces abrutis ne prennent pas forme dans les tribunes, mais dans le cadre d'un processus qui s'opère dans l'ensemble de la société. Et si les médias parlent volontiers des kops fascistes, ils oublient

bien souvent de dire que, de plus en plus, des supporters s'organisent pour montrer leur rejet du racisme, et pas seulement dans les stades. Les récents affrontements entre les Boulogne Boys (kop facho du PSG) et les Tigris Mystic (kop antifasciste) montrent que l'hégémonie des kops fascistes sur certains stades est contestée, et pas que verbalement... On peut également saluer le travail des South Winners, qui sur Marseille participent régulièrement à des réunions publiques co-organisées par des forces comme Alternative Libertaire ou les JCR.

Si le football est l'équivalent moderne des jeux du cirque, il serait trop simple de le considérer comme un « sport de beaufs » adulé par des abrutis... Car dans les stades comme dans le reste de la société, la résistance au capitalisme et au racisme s'organise !

Romain, [Censier]



Acheter du sexe n'est pas un sport !

Depuis 2002, la prostitution est légale en Allemagne. Le commerce du sexe est donc un business comme les autres. À l'occasion du mondial, les profits s'annoncent florissants. On parle de 40 000 femmes qui seraient déplacées pour l'occasion, venant pour la plupart de pays pauvres. L'industrie de la prostitution a construit un gigantesque complexe de 3000 m², pouvant accueillir 650 clients en même temps, à côté du principal stade de Berlin. Elle a également construit près de chaque stade de la coupe des cabines de sexe, dans des zones clôturées de la taille d'un terrain de foot. Capotes, douches et parkings à disposition.

Une question se pose : qui empochera les bénéfices ? Les macs, les trafiquants de chair, les autorités allemandes ou les prostituées elle-même ?

Le corps des femmes n'est pas une marchandise

La surenchère médiatique fait des remous, autour de sujets d'ordinaire tabous. Certains font campagne contre la prostitution forcée, d'autres dénoncent

les faiblesses de la loi. En effet, cette mesure adoptée fin 2001 par le gouvernement Schroeder permet aux prostituées d'accéder à une couverture sociale, mais aussi de normaliser le travail du sexe. De plus, les failles du système sont énormes : seulement un tiers des 400 000 prostituées exerçant en Allemagne se seraient déclarées professionnelles du sexe. Qui calcule leurs impôts ? Quel syndicat s'intéresse à leurs conditions de travail ?

Nous disons NON à la banalisation de la prostitution, qui ne fait que masquer les violences extrêmes inhérentes à celle-ci. Nous disons NON à la traite des êtres humains et à tout ce système prostitutionnel qui génère d'énormes profits pour ces exploitateurs.

Agissons pour que le Mondial de Foot ne fasse pas la promotion publique de la traite et de la prostitution des femmes.

Gildas, [LCR Rennes]

Une pétition est lancée : Acheter du sexe n'est pas un sport!!! Disponible en ligne sur le site <http://catwepetition.ouvaton.org>



**Après les contrats de travail (CPE, CNE...),
ils s'attaquent aux étrangers...**

STOPPONS-LES !



**Retrait du
CESEDA**

Dossier :
**Construisons
des luttes
internationales**
p. 6-7

**Ségolène Royal
Sécuritaire !**
p. 8

**Tous à la
Marche des
Fiertés LGBT !**
p. 9

Formation :
**Juin 1936 et le
Front Populaire**
p. 10

**Coupe du
Monde 2006**
p. 12

Réforme du CESEDA

Continuons la lutte contre la loi Sarko !

La manifestation nationale du 13 mai a rassemblé environ 30000 personnes en France.

Certes, on est loin des chiffres que nous avions atteint dans le mouvement contre le CPE...

La propagande de Sarko est forte, à tel point qu'on a vu sa concurrente politique principale, Ségolène Royal, aller chasser sur ses terres, celles de la droite extrême, avec ses propos hyper-sécuritaires. Là où le mouvement de la jeunesse attirait la sympathie des salariés, le combat des immigrés est moins populaire.

La loi CESEDA est bien plus difficile à expliquer que le CPE.

Malgré une fin d'année difficile pour ceux qui se sont mobilisés (examens, répression...), il nous faut faire le travail d'information et de mobilisation nécessaire. Le Collectif Uni-e-s contre l'immigration jetable, qui regroupe plus de 700 organisations et des milliers de militants, est un outil: l'unité paye, comme nous l'avons vu dans le mouvement. Dans chaque fac, mais aussi, pourquoi pas, dans les quartiers ou dans les boîtes, il nous faut construire des collectifs locaux et relayer la pétition du Collectif national.

Cette pétition a déjà recueilli plus de 66000 signatures. Bien évidemment, ce n'est pas avec une pétition qu'on fait plier un gouvernement. Mais cela permet d'aller voir les gens, de discuter, d'informer sur cette loi, et même de prendre des contacts pour des échéances comme les manifs, les meetings, etc.



La lutte contre la loi CESEDA ne peut être dissociée de celle contre les expulsions de lycéens, d'étudiants et de familles immigrés. Le travail du Réseau éducation sans frontière (RESF), c'est-à-dire un travail militant local, autour de cas précis mais malheureusement pas isolés, demande toutes nos forces. Il faut partir de ces cas concrets pour sensibiliser sur la loi entière. La médiatisation de cas d'expulsions particulièrement tragiques peut nous y aider.

La lutte contre toutes les lois racistes (celles de la droite et de la gauche, depuis des années) est une lutte de longue haleine. Mais nous savons que même si la loi est votée avant l'été par le Parlement, cela ne signifiera pas la fin du mouvement!

JB, [Nanterre]

Attention expulsion de lycéens !

Le 31 octobre dernier, Sarkozy nous promettait dans une circulaire qu'il n'y aurait pas d'expulsion de lycéens avant la fin de l'année scolaire. Les préfetures ont eu du mal à appliquer ces nouvelles directives, beaucoup de lycéens se sont vus notifier leur reconduite à la frontière et très peu de titre de séjour provisoire ont été délivrés. Dès le 4 juillet après les résultats du bac, on peut s'attendre à une vague d'expulsions car Sarkozy « invite » les lycéens sans papier à retourner dans leur pays d'origine afin de régulariser leur situation.

Au mois de mai dernier, une mère et ses deux enfants mineurs ont été expulsés « par erreur » selon le ministre de l'intérieur. Mais leur retour en France et le changement de position de Sarkozy sont dus à une forte mobilisation en France et au comité d'accueil qu'a pu recevoir Sarkozy au Mali lors de son séjour en Afrique. Mobilisons-nous avec le Réseau Éducation Sans Frontière (RESF) afin d'empêcher les expulsions des lycéens sans papier et les parents de jeunes mineurs scolarisés en France.

Nina, [Nanterre]

Note

Pour joindre RESF, tenir au courant des cas d'expulsions ou être tenu au courant, e-mail: educsansfrontieres@free.fr - site web: www.educationsansfrontieres.org

Émeutes de Montfermeil

Dans la nuit du lundi 29 mai à Montfermeil et dans une moindre mesure à Clichy-sous-Bois, une centaine de jeunes se sont affrontés avec quelques 250 flics (dont 150 CRS) et se sont frottés à quelques 70 tirs de Flash-balls – le reste de l'infanterie, tanks et roquettes étant occupé en Afghanistan. Initialement, les jeunes brûlaient poubelles et voitures devant le domicile du maire UMP de Montfermeil, Xavier Lemoine, pour protester contre une perquisition musclée durant laquelle la mère d'un jeune des Bosquets aurait été violente. Ce dernier est « présumé coupable » de l'agression d'un chauffeur de bus de dénonciation du maire prétendument témoin de la scène... Attention SCOOP: ces gens-là prennent les transports en commun! Sarko réfute les dires des jeunes et affirme que les violences étaient dirigées contre « l'attitude courageuse du maire » de Montfermeil, son

meilleur élève, qui voulait interdire le centre-ville aux groupes de plus de trois mineurs sous peine d'amende.

Coup de maître de Sarko

Les affrontements se sont poursuivis la nuit suivante. Au final ont eu lieu 13 interpellations dont 3 détenus en garde à vue. L'un d'entre eux, interpellé en bas de chez lui à Clichy, n'est autre que Muhittin Altun, grièvement brûlé dans le transformateur EDF où sont morts ses deux camarades Zied et Bouna le 27 octobre dernier et seul rescapé du drame. Drôle de coïncidence, Muhittin devait justement participer le lendemain de son arrestation à l'examen du transformateur EDF en présence du juge chargé d'enquêter sur les circonstances de la mort de Zied et Bouna et d'établir les responsabilités de la police. Résultat des courses: l'instruction

Assistant-e-s d'éducation contre la précarité à Marseille

Les 23 et 30 mai ont eu lieu des grèves des Vies scolaires dans de nombreux collèges de Marseille et des environs. Par le bordel qu'elle a suscité, la grève a montré que le travail des pionniers est indispensable. La première journée a été organisée par quelques personnes, avec le soutien réticent des syndicats. L'AG des grévistes du 23 a alors décidé à l'unanimité d'une nouvelle journée, qui s'est finie par une invasion de l'Inspection académique pour leur imposer de recevoir une délégation. Le tout a été soutenu par beaucoup de profs de d'administratifs.

Le motif de cette grève? Une nouvelle dégradation du statut de surveillant, avec en ligne de mire, la disparition programmée des Vies scolaires dans les établissements. Comme pour le CPE, le prétexte pour renforcer la précarité est d'aider les secteurs les plus défavorisés. Ainsi le plan dit « Ambition-Réussite », qui supprime les ZEP, prévoit de remplacer les AE par deux nouveaux contrats: les CAE, des emplois précaires (un an renouvelable une fois) et les Assistants Pédagogiques, avec des horaires flexibles, sans missions clairement définies. Ils risquent de se substituer au travail des enseignants, sans avoir la formation, ni le salaire ni le statut qui vont avec. Quand on sait que les Vies scolaires n'existent pas dans les autres pays de l'Union européenne, on comprend la logique d'ensemble: précariser et diviser un peu plus les personnels, faire faire le boulot de prof par des gens non formés et moins payés, et exiger des profs de faire de la surveillance en plus des cours. Moins les conditions de travail sont bonnes, plus la répression est le seul moyen de « tenir » (jusqu'à quand?) les élèves. C'est là l'ambition du gouvernement.

Après le succès de ces premières journées de grève, un collectif Vie scolaire en danger est en train de se constituer pour intensifier la lutte et préparer la rentrée.

Vincent, [Marseille]

Clearstream ou la crise d'un système...

« Tous des pourris! » se dit-on après l'affaire Clearstream et l'ensemble des scandales qui impliquent ceux qui nous gouvernent. Oui, mais pourquoi?

Ce que cette affaire révèle, ce sont d'abord les liens permanents qui existent entre les chefs d'entreprises et le gouvernement. Ils ont beau dire qu'ils nous représentent, que la démocratie, ce n'est pas « la dictature de la rumeur », comme le dirait Chirac; ce qui est certain, c'est que leur démocratie, ce n'est pas la nôtre. Leur démocratie, c'est accueillir quotidiennement des patrons dans leur bureau... On s'aperçoit alors que, tous les jours, les intérêts des chefs d'entreprises sont pris en compte par le gouvernement. Et après, ils nous disent qu'ils sont au-dessus des classes sociales, qu'ils représentent l'intérêt général!

La deuxième chose que révèle cette affaire, c'est que le gouvernement est en crise. Crise de légitimité, après toutes les baffes qu'ils se prennent dans les urnes et dans la rue. Depuis le début de la Ve République, la corruption, les magouilles n'ont pas manqué. Cette fois-ci, ils ne parviennent même plus à camou-

fler les rivalités entre eux... Ils sont trop affaiblis. Ça ne passe plus, les salariés et les jeunes ne sont pas dupes.

Cette crise arrive juste après notre victoire sur le CPE. Certains diront que c'est un hasard... Mais, n'est-ce pas parce que Villepin et le gouvernement sont trop affaiblis après avoir lâché sur le CPE? La bourgeoisie ne se dit-elle pas que ce gouvernement ne pourra pas mener la politique qu'elle désire d'ici les élections? N'est-ce pas dans son intérêt de changer de gouvernement? Il ne s'agit pas de théorie du complot. Il est clair que les patrons ont des projets, qu'ils veulent se faire le plus de fric possible, par tous les moyens. Ils veulent pouvoir continuer de licencier, de casser les services publics, d'avoir une main-d'œuvre flexible, docile etc... Ils ont besoin d'un gouvernement à la hauteur de la tâche. Villepin l'est-il encore?

Nous avons gagné. Nous savons désormais que si nous nous y mettons tous, nous pouvons empêcher la casse de nos acquis. Allons plus loin. Affaiblissons-les encore plus. Battons-nous pour notre projet de société!!!

Fanny [Sorbonne]

Pas de sanctions pour Dialaga!

Dans la nuit du 30 avril, Dialaga, lycéen de Garges (95), a été arrêté pour vol de portable. Après 72 heures de garde à vue, il passe en procès en comparution immédiate. La sentence tombe: un an de prison ferme! Pourtant, trois témoins affirment qu'il est innocent, mais, pour s'être trouvé au mauvais endroit au mauvais moment, il va voire tout son avenir détruit...

Un collectif de soutien s'est immédiatement monté, et par son action collective a permis d'obtenir la libération de Dialaga sous condition jusqu'à son procès en appel, le 27 juin.

Rien n'est encore gagné. C'est par la mobilisation que nous avons gagné un répit, et c'est par elle que nous obtiendrons sa libération complète!

Création d'un Collectif Contre l'immigration Jetable à Jussieu

À l'appel des JCR, un collectif s'est constitué à Jussieu. Nous avons tenté d'impliquer l'ensemble des organisations et associations de la fac sur la base de revendication: retrait de la réforme du CESEDA, une carte d'étudiant doit donner droit à une carte de séjour et régularisation de tous les Sans-papiers.

Le premier objectif du collectif était de lancer une campagne d'information sur la réforme du CESEDA, avec comme échéance l'organisation d'une réunion publique vendredi 2 juin. Nous avons réussi à tenir des tables d'information presque tous les midis et des diffusions le matin sur les derniers jours, la réunion a réuni une cinquantaine de personnes.

Les premiers résultats sont encourageants et l'écho est bon sur la fac. L'objectif est maintenant d'impliquer plus largement les étudiants et personnels de la fac, avec deux échéances: la manifestation nationale du premier juillet date de la fin de la trêve des expulsions de mineurs sans papiers et les inscriptions à la fac ou les étrangers sont les premiers touchés par la sélection.



Hommage à Alexis Violet



« Révolté de toujours et révolutionnaire d'aujourd'hui, poète, peintre, émeutier, gigolo, grand buveur et fin conteur, ennemi déclaré du travail et de l'uniforme, Jean-Michel Mension (Alexis Violet) est à lui seul une insulte vivante à l'ordre établi ». C'est ainsi que l'éditeur de son « autobiographie » Le temps gage présentait notre camarade, mort le 6 mai des suites d'un cancer.

Il était habité d'un rejet viscéral de l'État et des flics, de toutes les oppressions en particulier le racisme et l'impérialisme. Les Indigènes de la République l'ont rappelé dans leur hommage: Anticolonialiste de la première heure, c'est lui notamment qui, au lendemain du crime d'Octobre 1961, inscrivit sur les quais de la Seine, en énormes lettres majuscules: « Ici on noie les Algériens ». Plus récemment, il fut l'un des premiers et plus fidèles soutiens des luttes du MIB contre la double peine ou contre les crimes policiers; un opposant de la première à la dernière heure à la stigmatisation des élèves voilées et à toute mesure de prohibition à leur encontre.

Alexis a beaucoup compté pour la rubrique « Culture » de Rouge, le journal de la LCR, et dans les débats sur la culture de cette organisation, notamment à l'occasion de ceux qu'il animait à ses universités d'été. C'était pour lui le prolongement de son combat politique.

Pour lui, l'art était aussi dans la vie et dans la rue, preuve que le mouvement social ne cesse de l'enrichir: rock, rap, graffitis, tags et autres expressions directement nées d'authentiques révoltes, celles des banlieues, des Beurs, des pauvres...

Alexis a su mener la permanence d'un combat pour l'émancipation humaine. Au-delà de ce qui pouvait apparaître comme des excès ou des excentricités, mais qui témoignait en fait d'une révolte sans concession contre l'ordre de la société bourgeoise sous toutes ses formes, il avait une ligne de conduite dont il ne s'est jamais départi, car il savait que « la plus belle qualité humaine est d'être révolutionnaire ».

Sofiane, [Jussieu]

L'Internationale Situationniste: un mouvement dans le mouvement.

Fondée en juillet 1957, l'Internationale Situationniste (I.S) naît lors de crises politiques à l'Est et à l'Ouest: la révolte contre le régime stalinien en Hongrie, la révélation des crimes de Staline au XXe congrès du PC d'URSS; le mouvement contre la guerre de Corée et pour les droits civiques aux États Unis; la contestation en France contre l'intervention militaire en Algérie. Les certitudes des vainqueurs de la seconde guerre mondiale se fissurent et les mouvements artistiques et culturels en sont les témoins.

Les fondateurs de l'I.S (Berstein, Constant, Debord, Gallizio, Jorn, Vanegeim) sont de pays et d'horizons divers: issus de l'Internationale Lettriste, expressionnistes, bohèmes, buveurs... Leur volonté commune de changer l'ordre esthétique se concrétise vers plus d'action politique à la fin des années cinquante. « Nous pensons qu'il faut changer le monde » introduit le premier bulletin publié (1). Proches du groupe « Socialisme ou Barbarie », ils se réfèrent à Marx, Bakounine, Luxembourg, l'expérience des conseils ouvriers.

L'I.S critique la marchandisation de la culture, auxiliaire du pouvoir: à l'Est



l'art est monolithique, dirigé par l'État, à l'Ouest l'art est diffus, dirigé par le système marchand.

Rendre l'art subversif...

De 1957 à 1972 des bulletins, des tracts, soutenant les révoltés (émeutiers des ghettos de Watts à L.A, FLN algérien, FNL vietnamien...) et attaquant les institutions (expos, festivals officiels...) seront publiés. En 66 des étudiants strasbourgeois se réclamant de l'I.S gagne la direction locale de l'Unef (liée au P.C) et édite « De la misère en milieu étudiant ». Reproduit, diffusé, ce pamphlet fera le tour de la jeunesse révoltée en Europe. L'année suivante Debord publie « La société du spectacle », où, s'appuyant sur des thèses de Marx du « Capital », il critique la réification de l'œuvre d'art, la culture de masse et son rôle de contrôleur idéologique. Pour combattre le pouvoir capitaliste sur la culture, il faut s'appropriation l'art et lui rendre un sens subversif. Les graffitis « Ne travaillez jamais » (en 53 contre l'idéal productiviste dans une période de plein-emploi), « Ici on noie les Algériens » (sur un pont de Seine, après la nuit du 17 octobre 61), « La beauté est dans la rue », « Sous les pavés, la plage » (en mai 1968) sont peints par des membres ou proches de l'I.S. (2)

Rendre le subversif artistique...

Le détournement est aussi utilisé: chan-

gement des dialogues dans les BD populaires, sous titrage politique de films de karaté... De nombreux groupes militants s'inspireront de cette forme nouvelle de propagande. En 1972, se considérant dépassée ou plutôt à dépasser, l'I.S s'auto dissout, évitant ainsi l'ossification qu'a pu connaître par exemple, le Surréalisme. L'héritage est repris aujourd'hui, tel le happening politique (Act Up, les Panthères Roses, l'action directe non violente), la critique ironique des médias (PLPL, le Plan B), et dans les manifs depuis Seattle en 99. N'en déplaise aux autonomes et aux récupérateurs branchés, le terrain de l'Internationale Situationniste est celui de la révolte et de la lutte de classes.

Manue, [LCR 18°]

Notes.

- (1) Bulletin n°1, Paris, 1957.
- (2) Alexis Violet, notre camarade récemment disparu, membre de l'Internationale Lettriste et proche de Debord, sera auteur de nombreux « graffitis vengeurs » (sic).

À lire

- Debord, La société du spectacle, Gallimard, Paris, 1967
- Vanegeim, Traité à l'usage des jeunes générations, Gallimard, 1967
- Jean Michel Mension (alias Alexis Violet), Le temps gage, mémoires artistiques et politiques d'un irrégulier à Paris, Noésis, coll. Maison Rouge, Paris, 2001
- Laurent Chollet, L'insurrection situationniste, Dagorno, 2001



Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

La minceur: arme des patrons!

Voilà l'été et son lot de crèmes anticellulite, régimes ultrarapides et autres recettes miracle pour faire des femmes de parfaits présentoirs à maillot de bains sur les plages. Bienvenue dans le monde du corps unique.

Moins de beurre pour les femmes, plus de caviar pour les patrons

Imposer aux femmes la minceur est une véritable manne pour les entreprises. Produits light, barres hyperprotéinées, crèmes, et pilules miracle autant de produits qui permettent de se faire un max de profits. Les laboratoires pharmaceutiques ne manquent pas d'imagination pour concocter des médicaments magiques qui permettraient à toutes les femmes de devenir canons. Mais toutes ces choses ont un prix, et pas n'importe lequel. Les « pharmaciens » et les publi-

citaires s'engraissent grâce au mal être des femmes. Et ce mal être c'est eux qui le génèrent: c'est tout bénéfice.

Il y a aussi ceux qui sont un peu plus malins. Les marchands de savon qui surfent sur la vague du ras-le-bol général et s'affichent partout pour dire « nous, on vous aime comme vous êtes ». La condition à cet amour? Que vous achetiez notre gel douche qui fait la peau douce, notre crème hydratante qui fait la peau ferme...

Corps unique pensée unique

Tout cela va plus loin encore. Plus que l'argent récolté directement par la vente de produits minceur en tout genre: c'est une véritable tyrannie qu'on nous impose. Foutre la pression aux femmes pour qu'elles soient minces c'est les obliger à y penser de façon quasi-obsessionnelle.

Et c'est le meilleur moyen pour les empêcher de penser à autre chose. La société leur fournit la racine de tous leurs maux. Si elles se sentent mal, ce n'est pas parce que les conditions de travail dans les sociétés capitalistes sont merdiques, c'est parce qu'elles sont trop grosses. Ce n'est pas parce que le sexisme est omniprésent, c'est parce qu'elles sont trop grosses. Et ainsi de suite.

En imposant des normes, la société capitaliste rend les travailleurs responsables de leurs maux. Alors que les vrais responsables sont ceux qui nous exploitent.

Jeanne [Nanterre]

Sexualité

Abonnez-vous!
Prenez contact!

- Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ...) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 29 juillet au 3 août en Italie)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total: euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

- Je veux commander:
- brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
 - carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Juin 1936 : entre flambée révolutionnaire et Front populaire ?

Le Front populaire n'est pas tombé du ciel. Ce rassemblement de la gauche aurait été impossible sans la pression des bases sur les directions des partis qui l'ont composé. Les journées de février illustrent le début de ce processus.

Les journées de février 1934

Le 6 février 1934, les ligues d'extrême droite (Croix de feu...) appellent à une manifestation place de la Concorde. Plusieurs dizaines de milliers de personnes réclament la démission de Daladier et de son gouvernement (issu du Parti Radical qui applique une politique centriste au service de la petite bourgeoisie). Le lendemain, Daladier est remplacé par Doumergue, un réactionnaire, acclamé par les ligues qui heureusement ne sont pas en capacité de prendre le pouvoir.

En réponse, le PS (ou SFIO) propose l'unité d'action au PCF. Ce dernier refuse et prépare, seul, une manifestation le 9 février. 50 000 travailleurs descendent dans la rue à son appel.

Le 12, la CGT, contrôlée par le PS lance un mot d'ordre de grève générale. La CGTU (contrôlée par le PCF) s'y rallie et ce sont plusieurs centaines de milliers de travailleurs qui se retrouvent en manifestation l'après-midi aux cris de : « *Unité! Unité!* ».

Dès lors, face à la menace fasciste, une dynamique de rassemblement va déferler sur la France. L'attitude du PCF, auparavant ultra-sectaire, qui dénonçait sur un même plan la sociale démocratie et le fascisme, va s'infléchir. Ce redressement est directement issu des directives que reçoit Thorez (dirigeant du PCF) depuis Moscou. En effet, Staline qui prône alors le rassemblement y compris avec le parti radical (d'ailleurs Staline signera alors un pacte avec Laval, homme politique qu'on retrouvera à la tête de Vichy). De cette dynamique de rassemblement s'ensuivront la formation du Front populaire en 36 (qui sera issu d'un pacte d'unité d'action signé avec la SFIO en juillet 1934) et la réunification des deux CGT en une seule.

La formation du Front Populaire et son accès au pouvoir

Le 14 juillet 1935 a lieu une manifestation unitaire très massive, les organisateurs décident alors de se réunir en « Comité national de Rassemblement populaire » pour préparer les élections législatives de 1936. Son programme aux élections est

publié en janvier 1936. Sa modération est telle qu'il ressemble en réalité au programme du parti radical habillé sous l'étiquette d'un rassemblement de toute la gauche. Il comprend une réduction (non chiffrée) de la réduction du temps de travail, une seule nationalisation (les industries d'armements!) et, entre autres, la transformation de la Banque de France en « Banque de la France »! Admirez la différence!

Pour en arriver là le PCF bataille pour que les propositions de nationalisation des socialistes ne soient pas inscrites, afin de ne pas perdre les radicaux! Mais c'est sur ce programme que le Front populaire va remporter les élections de 1936. Le groupe socialiste va alors prendre la tête du gouvernement derrière Léon Blum. Le PCF soutient et le PR participe.

Mais les masses populaires sont bien plus à gauche que ce programme... Elles ne tarderont pas à le montrer!

Lundi, c'est la grève! Mardi, c'est la grève! Mercredi...

Le 11 mai 1936, aux établissements Bréguet au Havre, commence une grève pour la réintégration de deux ouvriers syndicalistes licenciés abusivement. Les ouvriers occupent l'usine dès le premier jour de grève. Le lendemain, à Toulouse, une autre grève éclate sans lien direct avec celle du Havre. À nouveau, les travailleurs occupent l'usine. Le 14 mai, la région parisienne donne à son tour de la voix avec les usines Bloch de Courbevoie. Plusieurs autres vont suivre jusqu'au 27 mai où la métallurgie entre dans la danse. Le 28, ce sont les 35 000 ouvriers de Renault qui cessent le travail.

Entre-temps, le 24 mai, une manif en mémoire de la Commune de Paris va rassembler 600 000 personnes. Le 4 juin, le mouvement de grève s'est étendu à l'ensemble du territoire et compte près d'un million de grévistes. Le même jour, Blum constitue son gouvernement.

D'emblée il se retrouve dans une position ambiguë: il demande aux ouvriers de reprendre le travail, tout en les assurant de son soutien. Il en est de même pour la CGT et le PCF qui se retrouvent vite noyés par l'ampleur d'un mouvement qu'ils n'ont en rien contribué à déclencher et ils tentent par tous les moyens de se placer à sa tête pour mieux le contrôler.

Du 4 au 7, le mouvement s'étend et touche désormais presque l'ensemble des corporations (jusqu'aux garçons coiffeurs!). De plus en plus affolé par un mouvement qui, malgré son caractère essentiellement revendicatif (au moins au début), se massifie, qui a la sympathie des classes



moyennes et qui remet en question de la propriété privée (par le biais des occupations d'usines), le gouvernement contacte la CGT et le patronat (rassemblé dans le CGPF) pour tenter de régler la situation.

Les accords de Matignon

Cette rencontre a lieu à la demande du patronat, mais il préfère la faire passer par Blum pour éviter de montrer qu'il est complètement affolé. Les accords sont signés dans la nuit du 7 juin par la CGT qui tente ainsi de montrer qu'elle contrôle toujours le mouvement. Les travailleurs obtiennent alors plus dans ces accords qu'en plusieurs dizaines d'années de lutte: augmentation des salaires de 7 à 15 %, conventions collectives par catégories, institution de deux délégués d'entreprise, libertés syndicales dans l'entreprise, pas de sanction pour fait de grève...

Aucune des mesures que les travailleurs gagnent dans l'accord de Matignon n'était présente dans le programme du Front Populaire... En contrepartie, dès que le patron de chaque entreprise déclare adhérer à l'accord, l'occupation et la grève doivent cesser. Blum s'engage à faire voter les mesures législatives le plus rapidement possible. Toute la presse ouvrière salue la « victoire » sur le patronat... Les ouvriers l'entendent d'une autre oreille!

Entre le 7 et le 12 juin, malgré la signature de l'accord, on assiste à une véritable flambée du mouvement gréviste! Les travailleurs ont le sentiment qu'ils peuvent aller beaucoup plus loin... Le 11 il y a 2 millions de grévistes. Le gouvernement, complètement paniqué commence à rassembler des gardes mobiles.

Maurice Thorez, parfait briseur de grève!

Devant l'extension rapide du mouvement, qui risque de plus en plus de poser la question du pouvoir et du rapport aux institutions, le PCF décide de briser l'essor révolutionnaire en cours. Maurice Thorez prononce le 11 juin un discours sans ambiguïté: « Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement [...] il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir

un compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. » Nos actuels dirigeants syndicaux n'ont rien inventé...

A partir du 12 juin, le mouvement gréviste commence à s'estomper. Les grèves se morcellent et se résorbent progressivement. Trois jours plus tard, les ouvriers ont repris leur travail.

Quel bilan sur le Front Populaire et le mouvement de grève ?

Tous les avantages salariaux que les travailleurs avaient obtenus suite à leur grève vont être perdus, suite à l'inflation et à la contre-offensive organisée par la bourgeoisie dans les années qui suivront... En réalité, le Front Populaire a constitué un élément tactique très important dans la réaction de la classe dominante. Plutôt que de se servir de l'intervention militaire ou policière pour faire cesser les grèves, ce qui aurait pu avoir comme conséquence le renforcement de la détermination ouvrière, la bourgeoisie a préféré se servir des partis réformistes pour imposer la fin du mouvement et de ses perspectives révolutionnaires.

Le mouvement gréviste a lui été très fort de par sa spontanéité et son caractère radical (occupation des usines). Mais le problème de l'auto-organisation (les comités de grève n'étaient pas élus, le plus souvent) et le manque de coordination sur l'ensemble du pays ont été des points faibles, qu'ont su exploiter ses adversaires. Mais ce mouvement a aussi montré la nécessité d'un parti révolutionnaire largement implanté dans la classe ouvrière et qui est le reflet direct de ses aspirations.

Damien, [Lille]



Le Front populaire en quelques dates...

- 6 février 1934
manif fasciste
- 9 février 1934
manif à l'appel du PCF 50 000 personnes
- 12 février 1934
manif unitaire
- 27 juillet 1934
création d'un comité de coordination face à la menace fasciste et à la guerre
- Juillet 1935
création du comité national de rassemblement populaire qui doit déterminer le programme du front populaire aux élections
- Janvier 1936
Publication du programme du front populaire
- Mars 1936
Réunification des deux CGT (CGT et CGTU)
- Mai 1936
Élection du Front populaire au pouvoir
- 11 mai 1936
première grève au Havre
- 4 juin 1936
un million de grévistes
- 7 juin 1936
signature des accords de Matignon
- 7 au 11 juin 1936
Essor du mouvement gréviste, deux millions de grévistes
- 11 juin 1936
Discours de Thorez: « *il faut savoir terminer une grève* »
- 12 juin au 14 juillet 1936
fin du mouvement gréviste
- Juin 1937
Fin du front populaire

Loi Fillon sur l'école :

Le socle commun bientôt en place

La loi Fillon sur l'École réduisait le but de l'Éducation à « un socle commun constitué d'un ensemble de connaissances et de compétences ». D'où une mobilisation de quatre mois, soutenue par les personnels, profs et parents d'élèves. Dès son arrivée au ministère (juin 2005), Robien s'attelle à la mise en œuvre de la loi : il charge un groupe de travail de définir ce socle minimum.

Socle commun : textes officiels

Ce socle est assez court :
« - la maîtrise de la langue française ;
« - la maîtrise des principaux éléments de mathématiques ;
« - une culture humaniste et scientifique permettant le libre exercice de la citoyenneté ;
« - la pratique d'au moins une langue vivante étrangère ;
« - la maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication.

« L'acquisition du socle commun par les élèves fait l'objet d'une évaluation, qui est prise en compte dans la poursuite de la

scolarité. » Dit aussi le ministère... Mais vu le flou des formulations, on pourra envoyer les élèves en apprentissage sans problème!

Pauvres hors des lycées !

Car la loi dite « pour l'égalité des chances » met en place « la formation d'apprenti junior ». C'est désormais... « Le parcours d'initiation aux métiers [qui] concourt à l'acquisition du socle commun de connaissances et de compétences. » Le tout « dans la perspective d'obtenir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles. »

Pour résumer : on apprend le minimum à l'école, pour pouvoir aller bosser dans une boîte où le gentil patron nous apprendra le reste. Car le « libre exercice de la citoyenneté », ce n'est certainement pas de connaître le droit du travail ou l'histoire du syndicalisme. C'est plutôt apprendre à fermer sa gueule et à obéir. Un socle minimum en somme.

JB, [Nanterre]

En nous mobilisant contre le CPE et la loi sur l'Égalité des chances, nous avons tous démontré que nous n'attendrions pas 2007 pour résister aux coups de la droite... Ségolène Royal nous a montré que nous avons raison ! Ses déclarations sur la répression de la jeunesse (centres militaires pour les délinquants) et ses gages donnés au patronat (remise en cause des 35 heures) nous le montrent : nous n'avons rien à attendre d'une alternance gauche / droite. C'est seulement par la grève et la mobilisation dans la rue que nous obtiendrons des droits...

C'est d'ailleurs comme ça qu'ont été gagnés les droits que nous avons : il y a exactement 70 ans, en juin 1936, un énorme mouvement de grève arrachait les congés payés... à un gouvernement de gauche qui ne les avait même pas dans son programme électoral, et qui fut bien content que la grève s'arrête avec si peu. Alors n'attendons pas !

Le projet de loi raciste de Sarkozy sur l'« immigration choisie » doit être voté ce mois-ci, tandis qu'avec l'été arrivent les expulsions d'immigrés, notamment mineurs et étudiants. Là aussi, seules notre mobilisation et notre détermination paieront : seul un mouvement massif pourra arracher la régularisation de tous les Sans-papiers !

Mais nous devons aller plus loin que la réponse coup par coup aux attaques des classes dirigeantes, nous devons en saisir la logique globale : si le racisme augmente, c'est à cause des politiques antisociales menées depuis des années, si la pauvreté augmente dans les pays du Sud, forçant à l'émigration des milliers d'hommes et de femmes, c'est à cause du pillage et des guerres impérialistes. Ne faisons pas confiance aux institutions, ni à une quelconque « humanisation » du système ! Il nous faut changer de société, et cela à l'échelle planétaire, et ne compter que sur nos propres forces.

Cet été, les Rencontres Internationales de Jeunes qui se tiennent en Italie seront une occasion de discuter avec des jeunes militants de toute l'Europe et même du monde, de ce que pourrait être une autre société et de comment y arriver.

Participez aux 23^e Rencontres Internationales de Jeunes ! Du 29 juillet au 4 août à Pérouse en Italie

Depuis 2002, les jeunes se sont mobilisés tous les ans ou presque : mouvement contre Le Pen, mouvement lycéen, mouvement contre la guerre, mouvement étudiant, mouvement contre le CPE... Avec le retrait du CPE, nous avons obtenu enfin une première victoire sur le gouvernement, mais le système est toujours en place. Ces mobilisations sont un point d'appui pour changer les choses : c'est par la lutte que l'on change nos conditions de vie, de travail et d'étude.

Nous proposons de discuter de comment faire pour que ces luttes aboutissent et gagnent. Les Rencontres Internationales de Jeunes sont une semaine de débats organisés par les jeunes de la IV^e Internationale de toute l'Europe et un peu au-delà, du 29 juillet au 4 août à Pérouse en Italie. Nos rencontres internationales nous permettent de discuter de comment en finir avec cette société, contre une société égalitaire, sans exploitation et sans oppression. Et de prendre le temps de discuter de toutes les questions que l'on se pose. Des débats, des commissions, des forums, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours. Un système de traduction permet d'échanger les expériences entre tous les pays. Le camp est géré par tous les participants (nettoyage, nourriture, organisation est fait collectivement).

Le prix du camp, pour une semaine est de 125 euros. Les JCR organisent des cars collectifs pour aller aux RIJ... N'hésitez pas à nous contacter pour avoir plus de détails sur le camp...

Samedi 29 juillet Meeting d'ouverture

Dimanche 30 juillet Luttes étudiantes / Écologie

Ateliers

Le rôle de l'éducation dans le capitalisme
Auto-organisation et démocratie dans le mouvement anti-CPE

Répression des mouvements sociaux
Le processus de Bologne / LMD
Énergies alternatives et sortie du nucléaire

Formation : Étudiants et précarité

Meeting Luttes écologiques et contre les privatisations

Fête

Lundi 31 juillet Femmes

Ateliers

Femmes et précarité
Luttes féministes (avortement, pilule du lendemain...)

Les femmes dans les révolutions

Le rôle de la famille

La pornographie

Femmes, religion et mouvements sociaux

Formation : Oppressions et capitalisme

Meeting Mouvements féministe et LGBT

Fête Femmes

Mardi 1^{er} août Anti-Racisme / LGBT

Ateliers

La révolte des banlieues

Malcolm X et Black power
Les nouvelles stratégies de l'extrême droite

Qu'est ce que le fascisme ?

L'idéologie coloniale

Ateliers

Racisme et homophobie

La révolution sexuelle

Le mariage homosexuel

Formation : Classe ouvrière et conscience de classe

Meeting Les révolutionnaires et la gauche anticapitaliste

Fête LGBT

Mercredi 2 août International

Ateliers

Venezuela

L'impérialisme français en Afrique

Palestine et Hamas

Boycott et commerce équitable

Excursion

Meeting Résistance internationale contre l'impérialisme et la guerre (Venezuela, Irak, Philippines...)

Fête

Jeudi 3 août Travail et précarité

Ateliers

Précarité et flexibilité : quelles réponses des révolutionnaires ?

Le syndicalisme aujourd'hui

La grève générale comme stratégie révolutionnaire

Formation : Parti et mouvements sociaux

Meeting La Révolution au XXI^e siècle

Fête

Vendredi 4 août Histoire, stratégies et perspectives

Ateliers

Histoire de la 4^e Internationale et du trotskysme

Notre vision de la démocratie socialiste

L'État et la violence

Le tournant à gauche en Amérique Latine

La Révolution espagnole

Formation : Réforme ou Révolution ?

Meeting de clôture

Fête



Sommaire

Monde

Pas touche à l'Iran	4
Interview d'un responsable du FPLP	4
Élection municipale en Grande-Bretagne	5
Un an après le référendum...	5
Les élections au Pérou	5

Dossier « Construire des luttes internationales »

Interview une camarade du PSOL	6
Mondialisation... Des Luttes!	6
Projet Grand Moyen-Orient	7
La révolution sera mondiale	7

Hexagone

Analyse de la réforme du CESEDA	8
Walid, victime d'une double peine	8
Ségolène Royal et le PS	8
Lutte Antipub	9
Commémoration de l'abolition de l'esclavage	9
Marche des fiertés 2006	9
Débats sur l'antilibéralisme	9
Assises Nationales des collectifs du 29 mai	9
Finissons-en avec ces gouvernements	9

Formation

Juin 1936	10
-----------	----

Sexualité

Minceur : Arme des patrons	11
----------------------------	----

Kultur

Hommage à Alexis Violet	11
-------------------------	----

Pas touche à l'Iran !

Voilà maintenant plusieurs semaines que l'ensemble des médias s'intéresse au nucléaire iranien en dénigrant les efforts faits par ce pays pour obtenir la bombe atomique. Cela nous est présenté comme le pire des dangers pour la stabilité de la planète. Mais en y regardant d'un peu plus près, la situation semble bien plus complexe.

Trouver un nouvel ennemi

La situation des troupes américaines en Irak est loin de s'améliorer: la résistance populaire s'est organisée, les attentats sont de plus en plus meurtriers, la haine de l'occupant continue de grandir jour après jour, les fractions islamistes gagnent du terrain et la belle démocratie promise se fait attendre.

Pour Bush et son gouvernement, il faut donc trouver une solution pour sortir de la crise. Cela est d'autant plus urgent que l'opinion publique américaine devient de plus en plus favorable au retrait des troupes et que les élections au Congrès approchent. Quoi de mieux alors que de se trouver un nouveau Saddam Hussein? L'ex-ami devenu ennemi numéro un, n'appartenant plus qu'à l'Histoire, il faut un

nouveau bouc émissaire...

Pas loin de là, comme par hasard, se trouve un pays gorgé de pétrole: l'Iran. Ça tombe bien ce pays se rebelle depuis plusieurs années et soutient même des actions contre les intérêts américains. Encore pire, c'est un État islamiste. Et pour couronner le tout, il essaye de posséder la bombe atomique sous couvert de recherches sur le nucléaire civil. Franchement, Bush et ses alliés ne pouvaient pas rêver mieux!

Différents intérêts impérialistes...

Puis arrive "la vieille Europe", avec ses gros souliers pour défendre la paix. Celle-ci aurait-elle d'un coup une âme bienfaitrice? Non, il ne faut pas exagérer quand même! Encore une fois elle souhaite juste

défendre ses propres intérêts. La partition a déjà été jouée au moment de l'invasion de l'Irak. Commerçant sans aucun remord avec des États dont elle prétend dénoncer la politique, il lui est difficile d'agir autrement. En plus les pays européens sont loin d'être étrangers au nucléaire iranien qu'ils ont financé pendant des années en échange de pétrole. Malgré tout, leurs négociations ont échoué.

Il est également clair que derrière se cachent les intérêts impérialistes. L'argument souvent cité est que si l'Iran possède la bombe atomique, elle aura un moyen de pression sur l'ensemble des pays du Golfe et risque de remettre en question l'hégémonie américaine sur la région. Il est donc urgent pour les États-Unis de réagir. Pas forcément en enclenchant une guerre totale qui risque d'avoir de graves répercussions (notamment aux États-Unis même) mais en utilisant des frappes aériennes sur des sites

stratégiques comme cela s'est déjà produit dans le passé.

... Un peuple en danger

Pourtant d'après un bon nombre de spécialistes (car il y'en a beaucoup en ce moment surtout au sujet du Moyen et du Proche Orient), l'Iran est encore loin d'avoir la bombe. Pourquoi donc alors attaquer l'Iran? Tout simplement pour déstabiliser le régime en retardant le développement du pays et en utilisant un moyen de pression très fort pour lui soutirer le pétrole.

Il y'a urgence à se mobiliser contre les menaces d'attaque contre l'Iran. Laisser Bush s'attaquer à ce pays reviendrait à accepter une nouvelle défaite pour notre camp social, pour les travailleurs de la région mais aussi du monde entier. Au contraire si nous luttons contre les plans de l'administration Bush cela peut nous donner l'occasion d'approfondir la crise due à la situation des impérialistes en Irak.

Damien, [Metz]

Y'a des balles qui se perdent... Sur Internet!

Le 4 mai, Donald Rumsfeld, le ministre américain de la défense a été interrompu lors d'un discours à Atlanta par des opposants à la guerre en Irak. Patricia Robertson, qui a perdu son fils en Irak et qui doit élever seule son petit-fils lui a demandé si le gouvernement lui fournirait une aide quelconque. Rumsfeld lui a dit de consulter un site Internet recensant les différents organismes d'aide. Finalement, la guerre en Irak est un moyen pour Rumsfeld de développer l'utilisation d'Internet par tous...

Irak: Massacres à la pelle

Une vidéo diffusée par la BBC réfute la version des autorités américaines quant aux circonstances de la mort de civils irakiens et à leur nombre exact dans la ville d'Ishaqi mi-mars. Officiellement, les forces armées US prétendaient que suite à une fusillade lors de la poursuite d'un membre d'Al Quaida, une maison se serait effondrée provoquant malencontreusement la mort de quatre civils irakiens dont deux femmes et un enfant. Or selon les images vidéo et le rapport de la police irakienne il s'agirait de onze cadavres comprenant ceux de quatre femmes et cinq enfants tous tués délibérément par balle de la main des marines.

Au même moment surgit une autre « bavure » perpétrée le 19 novembre par ces braves Boys dans le village d'Haditha. Suite à la mort d'un GI lors de l'explosion d'une bombe au passage d'un convoi américain, les membres de ce dernier entrent dans plusieurs maisons et tuent tous ceux qui y vivent en guise de représailles. Bilan: 24 morts de civils irakiens dont de nombreuses femmes et de nombreux enfants.

Afghanistan: les marines tirent sur la foule et déclenchent des émeutes dans la capitale

Suite à un accident provoqué par un camion militaire US, tuant 5 civils afghans, la foule exacerbée par l'arrogance des soldats et cinq ans de conflit jette des pierres en direction du convoi américain. Les soldats ripostent en tirant sur la foule, déclenchant les émeutes les plus violentes et les plus massives qu'ait connues Kaboul depuis le début du conflit. Bien plus qu'une simple réaction spontanée à une bavure américaine de trop, c'est contre la voie imposée aux Afghans par les puissances occidentales, contre ses premiers entrepreneurs, les États-Unis, et leurs hommes de mains et serviteurs, le président et la police, que se sont révoltées les masses afghanes.

Interview de Rabah Mhanna (FPLP)

À 58 ans, Rabah Mhanna, médecin à Gaza, est membre du bureau politique du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Interdit de quitter les territoires occupés depuis 1979, Rabah Mhanna a subi, en 1986, une tentative d'assassinat orchestrée par les Frères musulmans. En 1992, il est emprisonné en Israël pendant un an, avant d'être arrêté par l'Autorité palestinienne pendant un mois, en 2002, du fait de son appartenance à la direction du FPLP, en lien avec l'assassinat du ministre israélien d'extrême droite Zeevi.

Il revient sur la situation sociale et politique actuelle en Palestine.

L'Europe et les États-Unis ont décidé, après l'arrivée au pouvoir du Hamas en Palestine, de bloquer leurs aides à l'Autorité palestinienne. Quelles sont les conséquences de ce blocus?

Ce blocus est injuste, car il punit le peuple palestinien d'avoir fait un choix démocratique. Il est idiot, parce qu'il va aboutir à des résultats contraires au but recherché par Israël et les États-Unis. Il s'agit d'une stratégie des Israéliens et des Nord-Américains pour déstabiliser complètement la situation en Cisjordanie et à Gaza. Il y a des textes de l'ONU qui stipulent qu'elle a le droit de mettre un État sous tutelle pour cause de désordre intérieur. Ils ont déjà préparé des arguments dans ce sens.

En Palestine, c'est aujourd'hui près de 80 % de la population active qui n'a plus de revenu. La continuation du blocus va aboutir à beaucoup de tensions et de

violences. Ce blocus est idiot et dangereux, parce qu'il va renforcer le Hamas. La Palestine est un petit pays, avec peu de ressources, mais ce blocus peut avoir des retombées dans toute la région.

Qu'est-ce qui explique le vote en faveur du Hamas lors des dernières législatives?

Les accords d'Oslo sont dans l'impasse. La pauvreté a fortement augmenté. En même temps, une couche, parmi les dirigeants palestiniens liés à Israël, s'enrichit. Le vote du peuple palestinien est une façon de dire: « Nous sommes contre la corruption. » Le peuple a aussi fait le choix du Hamas parce qu'il a pensé qu'il était le plus apte à lutter contre Israël. Le Hamas fournit beaucoup d'aide sociale. Le parti est bien organisé et ses dirigeants, rencontrant un écho populaire, ont une autorité. Le Hamas a su saisir l'occasion. Ses membres ont obtenu le soutien financier des Frères musulmans et de certains pays arabes réactionnaires, comme l'Arabie saoudite et le Qatar.

De notre côté, nous n'étions pas très bien organisés face au Hamas. Le FPLP a beaucoup misé sur l'action politique, et pas assez sur le côté social. Le FPLP a été puni aussi en tant que membre d'une OLP qui a signé les accords d'Oslo. Le FPLP est le deuxième groupe de l'OLP, mais l'OLP est tout de même dirigée par le Fatah, qui a mis en place les accords d'Oslo. Le FPLP est une organisation marxiste, progressiste et démocratique. Nous ne pouvons évidemment pas obtenir le soutien des régimes arabes réactionnaires. Mais nous n'avons pas non plus été capables d'avoir des liens forts avec la population et nous

n'avons pas reçu de soutien des forces progressistes arabes ou dans le monde.

Quels rapports entretenez-vous avec le Hamas?

Le Hamas a rejoint le mouvement de libération nationale depuis 1988. Il est devenu un courant de la résistance. Dans les négociations avec le Hamas sur notre éventuelle participation au gouvernement, nous avons arraché des compromis sur les questions politiques et sociales, le droit aux libertés démocratiques et le principe de l'alternance à la tête de l'Autorité palestinienne. Nous étions arrivés à un accord sur la plupart des points, mais nous avons buté sur la question de l'OLP qu'ils ne veulent pas reconnaître comme représentant légitime du peuple palestinien.

Cependant, nous ne sommes pas parmi les forces qui mettent la pression sur le Hamas. Nous soutenons le Hamas en tant qu'Autorité palestinienne, à la fois au Parlement et dans les mobilisations de rue. Il y a eu une rencontre entre toutes les composantes de l'OLP et le Hamas,

au Caire, l'année dernière. Le Hamas avait accepté le principe d'un État limité aux frontières de 1967. Khaled Mehaal (chef du bureau politique du Hamas, NDLR) avait même signé un texte reconnaissant l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Une commission avait été mise en place pour discuter des réformes à apporter à l'OLP et de l'intégration du Hamas. Mais Abou Mazen (Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne et membre du Fatah, NDLR) a fait échouer ce processus.

Une rencontre a récemment eu lieu avec Khaled Mehaal pour discuter des réformes. Mais les choses ont changé. Il y a un risque que le Hamas revienne vers les Frères musulmans - qui ne se préoccupent pas vraiment du droit à l'autodétermination des Palestiniens. Les Frères musulmans et les pays capitalistes ont la même vision sur le plan économique: la défense de la propriété privée et le libéralisme. Nous perdrons une force de résistance et retournerions à la situation d'avant 1988.

Propos recueillis par Julien [LCR 19°] **et Mireille**, [LCR 20°]



Commémoration de l'abolition de l'esclavage: une belle hypocrisie

Ce mercredi 10 mai 2006, a eu lieu la première commémoration officielle de la fin de l'esclavage, date choisie à l'initiative de Chirac en hommage aux députés qui ont ratifié la loi Tobira en 2001, reconnaissant l'esclavage comme crime contre l'humanité. Cette date n'est une commémoration que pour la France métropolitaine, les DOM TOM gardant leur propre date, cette célébration n'est donc que la bonne conscience colonialiste et blanche face à l'esclavage.

Néocolonialisme et esclavage moderne



Cette commémoration survient au moment même où Sarkozy propose son projet raciste sur l'immigration jetable qui vise à choisir les étrangers les plus productifs à la manière des marchés aux esclaves alors que les Sans-papiers se retrouveront à la merci des patrons qui les embaucheront dans des conditions précaires et illégales: un esclavage moderne.

Il ne faut pas oublier qu'il y a quelques mois les députés ont voté la loi sur le rôle positif de la colonisation, on se rend donc compte que cette commémoration est une mesure démagogique visant à faire oublier la contestation des anciens peuples colonisés face à cette mesure (exemple de Sarkozy qui s'est fait virer des Antilles et récemment de Bamako); visant aussi à vanter « la diversité à la française » évoquée par Chirac lors de la cérémonie alors même que le monde a pu voir la ségrégation ethnique avec « la crise des banlieues. »

Après l'abolition du 27 avril 1848, on a donné à l'esclavage un visage humain: on a remplacé le fouet par le FMI, les chaînes par la dette et le salariat resteront toujours une forme d'esclavagisme.

Elsa, [Chartres] et Yoan, [Melun]

Marche des fiertés LGBT

L'homosexualité est encore considérée comme un crime dans 80 États. En Russie, la marche de fierté LGBT (Lesbienne, Gay, Bi, Trans) a été réprimée par la police aidée par des groupes d'extrême-droite. En France non plus il n'est pas admis d'être homosexuel, en mai dernier un couple a été passé à tabac pour s'être embrassé sous un arrêt de bus. Les agressions vont parfois jusqu'au viol ou au meurtre quand on se tient par la main « en publique ».

La fierté contre la honte

Dès l'enfance on baigne dans les pédales, enculés, gouines et tapettes considérées comme les pires insultes, tandis qu'on nous enseigne les vertus de la famille papa/maman. La loi nous dit qu'on n'a pas le droit de se marier si on n'est pas hétéro, ni d'adopter un enfant (ça pourrait nuire à son équilibre mental).

Ainsi si on est homo on devrait rester caché chez soi, ou du moins, si on sort, ne pas le montrer. Les couples hétéros, eux, ont le droit de s'aimer ou de se faire plaisir en publique, pourquoi les couples homos devraient en avoir honte ou se mettre en danger?

Lutter maintenant pour l'égalité

La Marche des Fiertés LGBT est une occasion où l'ensemble des LGBT peut se regrouper et s'affirmer sans craindre l'oppression et la violence. Chaque année cette marche commémore la révolte de Stonewall, en juin 1969, où des homosexuels ont affronté la police New-yorkaise pour stopper la répression à leur encontre. Bien qu'elle comporte une tendance fes-

tive, c'est une manifestation qui porte la revendication de l'égalité des droits entre homos/hétéros (mariage et adoption, loi contre l'homophobie, procréation médicale assistée...).



Cette année le slogan principal sera « Égalité en 2007 », cependant que nous nous attendons d'élections où les candidats potentiels à la présidence, de droite comme de gauche, ont affirmé ne rien vouloir faire allant dans le sens de l'égalité? Personne ne nous donnera l'égalité, c'est par la lutte que nous l'obtiendrons, et la première forme de lutte c'est la manifestation!

Lucien, [Jussieu]

**Marche des fiertés LGBT
À Paris le samedi
24 juin 13h 30
M° Montparnasse**

Trouvez toutes les dates en France sur <http://www.interpride-france.com/>

Contre le libéralisme Assises nationales des Collectifs du 29 mai

Le 13 mai, la salle, pleine, réunissait 355 délégués de collectifs locaux de toute la France et du collectif national. Ce nombre a ainsi démontré la vitalité et la persistance (malgré tout ce qu'on a pu en dire) des Collectifs du 29 mai après un an d'existence, et la poursuite de la volonté d'unification de la gauche antilibérale, après deux années riches en événements dans ce sens. Les débats ont duré 4-5 heures en deux parties.

Charte antilibérale

A d'abord été abordée la question de la Charte antilibérale et de son contenu: les points qui restaient à approfondir ou qui n'étaient pas encore traités dedans, sa présentation, sa réduction pour une plus grande diffusion... La position adoptée fut donc d'annoncer la diffusion d'une version acceptée par ces Assises dès maintenant, mais de poursuivre dans les collectifs locaux le travail de rédaction sur les points insuffisamment traités. La Charte est un outil qui ne doit pas cesser d'évoluer, de se nourrir de l'actualité et de se propager.

Rupture radicale avec tout social libéralisme

Le deuxième débat a été de décider des

futures actions à mener pour les collectifs, en particulier par rapport à l'utilisation de la Charte et aux candidatures unitaires de la Gauche du Non en 2007, sur la base d'une rupture radicale avec tout social libéralisme. La grande majorité des personnes présentes poussait pour une campagne offensive des collectifs à l'égard des partis politiques sur cette question, bien que certaines organisations aient souhaité ne pas participer à cette démarche (Attac, certains syndicats...). Le collectif national, qui synthétise les volontés politiques de l'ensemble des organisations regroupées dans les collectifs, n'a donc pas appelé en son nom à l'union de la gauche antilibérale pour les élections, mais a demandé à chaque collectif local (en fonction des sensibilités qui y sont présentes) de décider de la position à adopter, et a publié un Appel pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes signés par des membres éminents de la grande majorité des organes présentes.

À noter la présence (remarquable) de Jean-Luc Mélançon, Marie-Georges Buffet, et les interventions de Clémentine Autain et Olivier Besancenot.

Adrien, [Censier]



Contre le libéralisme Finissons-en avec ces gouvernements !

Un appel pour des candidatures unitaires antilibérales pour les élections de 2007 (présidentielle et législatives) et 2008 (municipales) a vu le jour. Cet appel est soutenu par des personnalités comme José Bové, le PCF et une tendance minoritaire de la LCR.

La situation actuelle est marquée par une remontée des luttes des travailleurs et des jeunes. Elle est aussi marquée par une participation toujours plus grande du PS à la défense des intérêts de la classe dominante comme le montrent les récentes déclarations de Ségolène Royal sur l'encadrement de jeunes par l'armée ou sur le temps de travail.

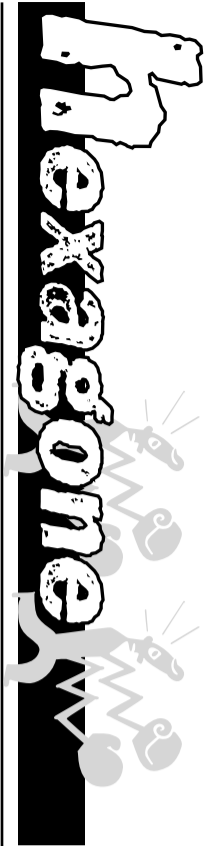
Dans ce contexte, des centaines de milliers de personnes se radicalisent et cherchent une perspective politique pour défendre les droits des travailleurs et des jeunes. Le référendum sur la constitution européenne a permis à des militants de se rassembler pour défendre la nécessité de rompre avec les politiques actuelles. Des jeunes et des travailleurs ont fait l'expérience que c'est par la lutte que l'on défend au mieux ses intérêts, comme l'a montré le mouvement sur le CPE. Ces expériences positives doivent conduire à remettre de plus en plus en cause l'ordre existant: en construisant les mobilisations, dans l'unité la plus large, et en remettant en cause le capitalisme. Aujourd'hui, le PS et le PCF tentent de convaincre que c'est avec un gouvernement de gauche l'on changera les choses. Le PS parie que beaucoup de gens voteront pour lui pour se débarrasser de la droite. Le PCF explique qu'il faut un gouvernement de gauche « antilibérale », qui tire les leçons de la « gauche plurielle » (à laquelle il a participé!)

L'appel actuel pour des « candidatures unitaires antilibérales » s'inscrit dans cette logique. Il propose des mesures justes, pour améliorer la situation des travailleurs et des jeunes, mais fait trois erreurs fondamentales. Premièrement, il ne mentionne pas que la question décisive pour changer les choses est la construction de mobilisations de masse. Deuxièmement, ces revendications sont des améliorations, pas de véritables ruptures avec nos conditions de vie et avec cette société. Troisièmement, elles laissent l'illusion que ces améliorations pourraient se faire en s'alliant avec le PS, et en respectant le cadre de cette société.

Cet appel part de la volonté d'une partie de la population de rompre avec les politiques libérales mais donne comme perspective de retourner dans le giron des négociations entre les organisations de la gauche plurielle. Après le mouvement contre le CPE, cet appel sonne comme un « retour à la normale »: les élections seraient la question fondamentale à partir d'aujourd'hui.

Or, c'est par des luttes de masses que nous imposerons nos revendications, c'est par une rupture radicale avec cette société qu'il sera possible de changer véritablement les conditions de vie de la majorité de la population. Des millions de gens sont aujourd'hui sensibles à ce discours. Il est temps, et c'est ce que décidera probablement la LCR en juin, après une Conférence nationale, en présentant Olivier Besancenot pour la présidentielle, d'affirmer ces idées à une échelle de masse.

Privas, [Jussieu]



Nos nazis les bêtes

Mardi 30 mai, le « syndicat » étudiant d'extrême droite RED a de nouveau attaqué les étudiants de Tolbiac. C'est cette fois une quinzaine de nervis qui s'est pointée, casqués et équipés (entre autres) de barres de fer devant la fac. Les étudiants et militant présents se sont fait charger par les fachos. Bilan: un militant de la CNT s'est fait gazer en plein visage et à bout portant. Quelques-unes des « héros » du RED se sont fait interpellés lors de leur départ de la fac. Le lendemain, c'est une trentaine de militants et d'étudiants qui est allé diffuser des tracts dans leur soi-disant bastion d'Assas: les deux militants du RED présents n'ont pu que regarder leurs chaussures... Fachos, hors des facs!

Les causes des émeutes de l'automne dernier selon le maire UMP de Montfermeil (Xavier Lemoine):

« Des bandes de casseurs ont agi méthodiquement grâce au soutien objectif de groupes aux motivations diverses mais aux intérêts convergents. On a attisé leur colère, quand on ne l'a pas orchestré. » Quels sont ces groupes pour M. le Maire? Eh bien en vrac: la gauche qui « ne s'est pas débarrassée d'une culture de gauche marxiste qui vit toujours sur l'exploitation du conflit social », certaines associations avec leur discours victimaire ambigu « qui font tout pour exciter le ressentiment de jeunes abandonnés à leurs seules violences », « les chefs fondamentalistes musulmans » qui « ont également intérêt à nourrir un terreau social déstabilisé pour s'imposer comme des recours » et les dealers « dont le commerce prospère davantage sur le désordre que sur le renforcement de l'autorité publique »

Réforme Sarkozy du CESEDA (Code d'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile) :

Une loi ségrégationniste !

Chacune des dispositions de la loi Sarkozy est une restriction ou une suppression du droit des étrangers: durcissement des conditions pour obtenir un titre de séjour, légalisation de la sélection des étudiants en fonction de leur niveau d'étude, de leurs ressources économiques, de leur origine géographique...

Le CESEDA construit une société où des individus du fait de leurs origines sont privés de certains des droits fondamentaux de la personne humaine: le droit à la santé, le droit à vivre avec sa famille, le droit au mariage, le droit au travail; où des individus sont en permanence soumis à l'arbitraire des préfets, des maires, de la police, des administrations, de leur employeur. Un seul droit: celui d'être exploités!

Une telle société a existé: en Afrique du Sud, l'Apartheid; une société en contradiction avec les «valeurs républicaines» auxquelles unanimement nos hommes politiques rappellent leur attachement. Ce projet entend construire une société dans laquelle les droits des uns ne sont pas les droits de tous et où il existe des individus auxquels aucuns droits ne s'appliquent.

Au-delà de notre solidarité avec les immi-

grés c'est cette logique ségrégationniste que nous devons refuser.

Ce projet s'inscrit dans un ensemble politique, juridique et idéologique: la loi anti-fouillard qui exclut les élèves voilées, les lois Pasqua Debré Chevènement qui criminalisent les Sans-papiers, les lois Méhaignerie Guigou qui restreignent le droit du sol, les restrictions au droit à la santé visant les Sans-papiers, la loi du 23 février 2005, la double peine prison puis expulsion, la condition de nationalité qui interdit plus de 30% des emplois aux non européens. Il y a les propos de Baroin remettant en cause le droit du sol, les rafles d'immigrés qui se banalisent, les circulaires au chef d'établissements scolaires demandant de signaler les élèves mineurs dont les parents seraient sans papiers et les élèves majeurs qui le seraient, le rapport Bénisti qui voit en chaque enfant d'immigré un criminel potentiel. C'est toute l'offensive idéolo-



gique autour de «l'identité française» qui vise à faire de chaque étranger un danger potentiel pour la société, qui persiste à voir dans toute une jeunesse née sur le sol français des «issus de», et qui compte les

générations.

C'est cet ensemble et la vision de la société que le CESEDA porte en lui qu'il faut combattre: régularisation de tous les Sans-papiers, abrogation de la double peine, application stricte du droit du sol, abrogation de la condition de nationalité qui interdit plus de six millions d'emplois aux étrangers non-européens, suppression de la condition de nationalité pour participer aux élections!

Céline [Nanterre]

À droite, les réactions aux propos de Ségolène Royal ne se font pas attendre!

Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur:
«Vous êtes sur le bon chemin!»

Dominique de Villepin, Premier ministre :

«Je constate qu'elle avance dans des directions où d'ores et déjà nous agissons» «Je pense que c'est le point de départ d'un débat».
(Conférence de presse mensuelle, jeudi 1er juin)

Jean-Paul Anciaux, député UMP de Saône-et-Loire:

«Mme Royal fait dans le registre 'plus sarkozyste que moi tu meurs'. Si Mme Royal confirme ses propos sur la politique de M. Blair notamment, alors je crois qu'elle peut être accueillie à l'UMP, sans réserve, ni examen de passage.»
(Déclaration, 1er juin)

Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France:

«Je lui suggère d'adopter purement et simplement mon projet plutôt que celui de M. Hollande.» (Le Parisien/Aujourd'hui en France, 2 juin) et «Je suis en position centrale en terme de rayonnement des idées, chacun vient faire son marché chez moi.» «C'est une immense victoire de mes idées.» ou encore «C'est très intéressant ce qui se passe, c'est la villierisation des esprits.» (Conférence de presse, 1er juin)

Patrick Devedjian, ancien ministre délégué à l'industrie (UMP):

«Si j'ai bien compris, elle veut confier les problèmes de la délinquance à l'armée, personne à droite n'avait envisagé une telle extrémité. Le problème pour Ségolène Royal, il est de plus en plus sur sa gauche.» (Déclaration à la presse, 1er juin)

Carl Lang, député européen FN:

«La lepénisation des esprits dépasse toute notre espérance (...) Encore quelques mois de campagne électorale et Jean-Marie Le Pen sera un candidat de centre gauche à l'élection présidentielle.»
«Le programme du FN ne prévoyait pas, jusqu'à présent, la mise en place de centres fermés à encadrement militaire pour les délinquants (...) Désormais la concurrence électorale à droite du FN s'annonce rude!»
(Communiqué, 2 juin)

Walid, victime d'une double répression

Sorti de prison début mai, après deux mois ferme, Walid dix-neuf ans était «interdit d'accès» à son lycée, avant même la réunion du conseil de discipline qui a confirmé cette exclusion. En terminale STT au lycée Louis-Armand de Paris, il a fait partie des militants anti-CPE les plus durement condamnés. Présenté comme un leader, il a éclopé d'une peine «exemplaire» de deux mois de prison ferme pour avoir, selon la police, brûlé une poubelle. Enfermé dans 9 m² 22 heures sur 24. «En prison, j'ai rencontré des gars qui sont passés plusieurs fois en correctionnelle avant de faire un premier séjour ici.» Il y découvre l'univers carcéral: le regard des surveillants dans l'oeilleton, la «cantine» incontournable pour améliorer le quotidien. La violence, aussi. «Je ne connaissais personne, il a fallu que je trouve des personnes pour m'aider. Certaines ont été sympas quand ils ont vu ma tête d'étudiant.» D'autres moins. Walid ressort de cette expérience amer et blessé. «J'avais pas mal d'illusions sur la France, glisse-t-il aujourd'hui, mais quand tu vois ce qui m'est arrivé, quand tu vois aussi qu'il n'y a que des immigrés en prison, tu commences à comprendre que la démocratie n'est pas la même pour tout le monde.»

Lutte antipub: actions et répression.

La publicité sous sa forme contemporaine est devenue un support d'oppression sociale et de domination dans le système capitaliste. Sous la pression du marché, elle s'est imposée sans débat préalable dans notre quotidien. Pire, elle s'est approprié l'espace public en devenant incontournable dans les rues. Des milliers de panneaux ont fleuri pour le plus grand plaisir des multinationales, à

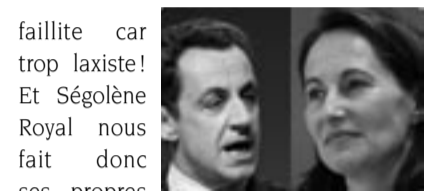
commencer par notre fleuron français de l'affichage: C. Decaux. Je peux ainsi zapper la page pub quand je lis un journal mais je n'ai pas le choix de voir cette pollution visuelle quand je me déplace en ville. C'est une attaque de plus contre le bien commun par la privatisation sauvage de notre espace public; aujourd'hui un tiers des panneaux publicitaires sont illégaux selon l'association Paysage de France.

Plus que la récupération de l'espace public, une lutte contre la marchandisation.

Au-delà de la quantité impressionnante de panneaux en France, c'est aussi l'aspect qualitatif de la pub qui est à remettre en cause. Le contenu des campagnes est trop souvent sexiste, abrutissant, manipulant, violent, incitant à la consommation, aux dépenses d'énergie, à ne pas réfléchir... En contestant l'hégémonie publicitaire c'est le moteur de la société de consommation qu'on sabote. «L'anticapitalisme doit nécessairement se doubler d'une critique radicale de la société de consommation

sous peine de faire le jeu du système qu'elle combat. Ainsi, aussi sûrement que le surtravail, la mécanique marchande et la surconsommation dont elle est porteuse, constitue un pilier fondamental du capitalisme. Pire: sous les traits de la société de consommation, elle est la vitrine alléchante de ce capitalisme triomphant.» (1)
Construisons un activisme antipub non-violent!

Être antipub ce n'est pas rejeter «la publicité au sens de rendre public ce qui est d'intérêt public [qui] est quelque chose de nécessaire et de légitime, mais lorsque la pub devient un système de domination, là il faut la combattre» (2). Depuis 2005, des collectifs de «Déboulonneurs» (3) se sont formés dans plusieurs villes. Ils pratiquent la désobéissance civile par la dégradation assumée et non-violente en barbouillant des panneaux publicitaires (4 m x 3 m) en public. L'objectif est de faire changer la loi en limitant la taille maximale d'affichage à 50 cm par 70 cm et en supprimant les panneaux lumineux et animés gaspillant de l'énergie.



faillite car trop laxiste! Et Ségolène Royal nous fait donc ses propres propositions pour «remettre au carré» les familles et «recadrer» les jeunes: mise sous tutelle des allocations familiales «au premier acte d'incivilité», et «au premier acte de délinquance» placement dans «des établissements à encadrement militaire». Comparé à Royale, Sarko est effectivement laxiste! Alors dommage pour les 3 millions de salariés, étudiants et lycéens qui se sont battus contre la Loi sur l'Égalité des Chances: le PS nous a «soutenus», mais si Ségolène Royale est élue, ce sera encore pire!

Il paraît que le PS s'est lourdement remis en question après sa débâcle du 21 avril 2002... Apparemment c'est vrai: pour ne plus perdre face à la droite ou à l'extrême droite, Ségolène Royal propose tout simplement d'adopter leur programme: traditionalisme, libéralisme et répression!

Haim [Nanterre]



À l'image des autres mouvements, l'État a choisi la répression. Deux barbouilleurs-déboulonneurs seront jugés le 27 juin à Montpellier, suite à un barbouillage non-violent le 26 février dernier. De nombreuses actions antipub spontanées sont parties dans les récentes manifestations, elles témoignent d'une prise de conscience pertinente sur le rôle néfaste de la pub dans la société. On pouvait lire notamment sur les panneaux barbouillés: «La publicité vend ce qui vous sera fabriqué avec un CPE ou un CNE» ou encore «Pas de quartier pour la pub, pas de pub dans mon quartier!»

Le barbouillage des panneaux de pub n'est finalement qu'une légitime réponse à l'invasion publicitaire!

Pierre, [Le Mans]

Notes

- (1) Baptiste Mylondo (militant communiste) auteur de: Des caddies et des hommes (La Dispute, 2005)
- (2) François Brune de l'association RAP (Résistance à l'Aggression Publicitaire)
- (3) Collectif des Déboulonneurs: <http://deboulonneurs.org>

Élections municipales en Grande-Bretagne: Pan sur le blair!

Les dernières élections municipales qui avaient lieu début mai ont confirmé l'impopularité de Blair et du New Labour, arrivé à 25% environ. On parle bien d'une défaite du Labour, et non d'une victoire de la droite, arrivée en tête. Blair s'est dépêché de remanier son gouvernement et pourrait démissionner avant l'année prochaine, laissant la place au ministre des finances, son « frère jumeau », Gordon Brown.

Conséquences du libéralisme

Un autre aspect des élections est l'extrême droite du British National Party (BNP) qui double son nombre d'élus. Même si son score national reste très faible (inférieur à 1%), le BNP monte dans les quartiers ouvriers, où la politique ultra-libérale menée depuis plus de 25 ans a fait le plus de dégâts.

Mais ces élections avaient aussi lieu dans

un contexte de luttes. En mars dernier, ce sont plus d'1,5 million de fonctionnaires qui étaient en grève contre la réforme des retraites. Depuis le début de l'année, une bataille est engagée contre la privatisation de l'éducation, gros chantier de Blair. Le double problème est que les principaux syndicats sont affiliés au Labour de Blair. La grève des fonctionnaires a été arrêtée pour lui permettre de faire sa campagne électorale! Et surtout, les années destructrices de Thatcher, qui avait brisé les grèves ouvrières, font qu'il est toujours extrêmement difficile de lutter. Depuis les années quatre-vingt, il n'y a pas eu de grand mouvement victorieux, la démolition est gigantesque.

Reprendre confiance dans les forces du mouvement social

Le principal mouvement social à avoir échappé au contrôle du Labour ces der-



nières années est le mouvement anti-guerre. C'est notamment pour cela qu'en est né une coalition, « RESPECT ». Celle-ci regroupe les principales forces d'extrême gauche, de gauche antilibérale, avec à sa tête un ancien député travailliste, George Galloway.

RESPECT, force naissante, n'a pas pu se présenter partout. Cependant, la campagne a été dynamique et a connu quelques

succès, notamment dans l'est de Londres.

Mais pour qu'une gauche anticapitaliste devienne vraiment une alternative crédible en Grande-Bretagne, ce qu'il faut maintenant, ce sont des victoires sur le terrain des luttes!

JB, [Nanterre]

Un après le référendum

L'Union Européenne est toujours une machine antisociale!

Il y a un an, la France puis les Pays-Bas rejetaient la Constitution Européenne. De ce fait, des États comme la Grande-Bretagne renonçaient à la ratifier. Mais cette machine anti-démocratique depuis l'origine (la Commission qui décide de tout n'est pas élue, le Parlement n'est pas toujours consulté, la Banque Centrale n'est contrôlée par personne...) est toujours d'attaque!

Directives et coups contre les acquis sociaux

Dans le cadre de la mondialisation capitaliste, la bourgeoisie européenne est engagée dans une démolition des acquis sociaux: partout, se multiplient les privatisations du secteur public, les coups contre la Sécu, les retraites, le Code du travail...

En février 2006, le Parlement européen examinait le projet de directive Bolkestein à peine amendé. Une véritable provocation. Le 19 mars 2005, plusieurs centaines de milliers de salariés européens avaient manifesté, à Bruxelles, contre cette directive et, de fait, contre l'Europe capitaliste

de « la concurrence libre et non faussée ». Ce projet, venait de l'agenda de Lisbonne, visant à « éliminer les obstacles à la libre circulation des services dans les États membres », y compris dans le domaine des services publics. Il vise à « achever le marché intérieur des services », selon le Conseil européen, un secteur d'activité qui représente 70% de l'économie. Il organise le dumping social, la libre concurrence.

Résistance internationale!

Face à l'offensive patronale, des réseaux de résistance se mettent en place, notamment à travers l'organisation des Forums sociaux européens. Des liens entre syndicats se créent, même si la Confédération européenne des syndicats (CES) est acquise aux institutions antidémocratiques et antisociales européennes.

Le 16 janvier, 10000 dockers manifestaient à Strasbourg contre un projet de directive européenne sur la libéralisation des services portuaires maritimes. Des baies vitrées du parlement européen ont volé en éclats... 12 blessés, tous parmi les policiers.

La manifestation a réuni des travailleurs portuaires de toute l'Europe et plus de la moitié des ports étaient bloqués!

Cet exemple le prouve: aucune confiance dans l'Union Européenne, mais seulement en nos propres forces, tous ensemble, nous pouvons nous battre et gagner!

JB, [Nanterre]

Le 4 juin 2006, Second tour de l'élection présidentielle au Pérou

Le gouvernement péruvien actuel est présidé par Alejandro Toledo un centriste qui a mené une politique en accord complet avec le FMI pour privatiser et qui a signé un accord avec le club de Paris pour rembourser sa dette de manière anticipée. Il va sans dire que ce gouvernement était un

allié stratégique de Washington car il a signé un accord de libre-échange avec les États-Unis en décembre 2005. Mais cette élection sera le reflet du tournant politique actuellement en cour en Amérique Latine puisque le second tour de l'élection présidentielle se jouera entre de candidats de « gauche ».

Les péruvien-ne-s auront à choisir entre deux gauches: une gauche sociale libérale avec Alan Garcia ou une gauche plus radicale avec Humala Ollanta.

Ce n'est pas un hasard si Alan Garcia est, selon les sondages, plus populaire à Lima et au nord du Pérou. Lima est la capitale, c'est là que sont concentrées la plupart des richesses. Et le Nord du pays est le « grenier » du Pérou, qui fournit les cultures maraichères, le riz, la canne à sucre et les fruits. Tandis qu'Humala Ollanta est plus populaire dans le Sud du pays qui est plus pauvre et qui ne s'en sort que grâce au tourisme.

La différence entre ces deux candidats de « gauche » se ressent aussi au niveau de leur programme. Alors qu'Alan Garcia souhaite se rapprocher du Brésil et de la politique de Lula, Humala Ollanta souhaite lui se rapprocher de Chavez au Venezuela et d'Evo Morales en Bolivie. En effet, Humala Ollanta en tant que nationaliste de gauche défend la présence de l'État dans les secteurs stratégiques, la nationalisation des ressources naturelles,

et l'opposition au traité de libre-échange avec les États-Unis.

Par ailleurs sous le gouvernement autoritaire de Fujimori, alors qu'Ollanta Humala (officier dans l'armée) avait pris la tête d'un soulèvement dans le sud du pays, Alan Garcia lui, s'était exilé pour échapper à la justice qui le poursuivait pour corruption et violation des droits de l'homme.

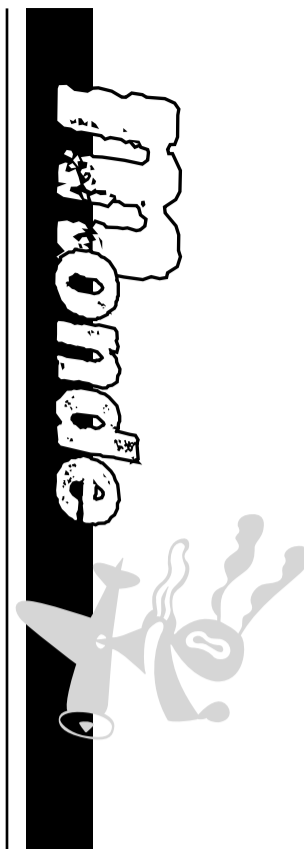
Conséquences en Amérique Latine...

L'Argentine, le Chili et le Brésil mènent actuellement des politiques social-démocrates. Tandis que le Venezuela, la Bolivie et Cuba se rapprochent au sein de l'alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) pour créer un contrepoids au libéralisme et aux accords de libre-échange avec les États-Unis. L'élection présidentielle péruvienne est donc extrêmement importante, car son issue renforcera l'une ou l'autre des orientations politiques. Une victoire d'Humala Ollanta renforcerait l'ALBA et mettrait un coup d'arrêt aux ambitions impérialistes de Georges W. Bush dans la région.

Loïc, [Saint-Denis]

Note

À l'heure où nous finissons le journal, Alan Garcia est donné vainqueur à 54%



Recherche boulot de Premier ministre. Écrire au journal, qui transmettra.

Une étude révèle que Blair (Premier ministre anglais) et Merkel (chancelière allemande) sont les dirigeants les mieux payés d'Europe, à plus de 21000 euros par mois: le Premier ministre britannique touche 268500 euros par an, la chancelière allemande 261500. À titre de comparaison, l'Américain George W. Bush, gagne 400000 dollars par an. Comme quoi, ça paye plutôt bien de faire la politique des patrons.

Enfin, d'après cette étude, Blair ne gagne « que » 5% du salaire que touche le PDG d'une grande société britannique cotée en Bourse... Comme quoi, de l'argent, il y en a, quand on est patron ou ministre...

Les jeux vidéos sont un danger pour les États-Unis!

« Des militants islamistes férus d'informatique et appartenant à Al Qaïda ou à d'autres groupes, modifient des jeux vidéo de combat de telle façon que les soldats américains endossent le rôle des méchants face à des islamistes radicaux qui en deviennent les héros, » ont expliqué au congrès américain un responsable du département de la Défense et des représentants de plusieurs sociétés sous contrat avec le Pentagone, le 4 mai dernier.

Selon les autorités américaines, les militants islamistes veulent, en détournant des jeux vidéo, délivrer un message: les États-Unis mènent une croisade contre l'Islam pour contrôler le pétrole du Proche-Orient. On se demande où ces militants ont été cherchés une telle idée...

Indépendance du Monténégro

Suite aux 55% d'électeurs monténégrins à s'être prononcés en faveur de l'indépendance lors du référendum du 21 mai, les députés du parlement du Monténégro ont adopté officiellement samedi 4 mai la déclaration de proclamation de l'indépendance du nouvel État-Nation. D'après cette déclaration, le Monténégro, uni jusque-là à la Serbie depuis 1918, « continuera à se construire comme une société civile, multinationale, multiethnique, multiculturelle et multiconfessionnelle, fondée sur le respect et la protection des droits et libertés de la personne humaine, des droits de minorités, des principes de la démocratie parlementaire, du règne de droit et de... L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ »!!!

Voilà qui est fait! Le jeune état montre patte blanche préparant ainsi son entrée dans l'UE et présentera dès mardi 6 mai sa candidature à l'OSCE (organisation pour la sécurité et la collaboration européenne).



Face à leur mondialisation...

Construisons des luttes

La situation internationale est marquée par trois grandes tendances.

La première est le redéploiement des pays impérialistes après la chute de l'URSS. Convoiter les pays de la zone d'influence de l'URSS menaçait l'équilibre du monde. Après 1990, l'Europe de l'Est, les pays du sud de la Russie ont été de nouvelles cibles pour les grandes puissances pour développer leurs marchés, leurs bases militaires, ou implanter des entreprises. Dans cette période, la Chine et la Russie elle-même se sont ouverts au marché, et les entreprises américaines, japonaises ou européennes de s'y développer.

La redistribution de toutes ces zones entre les grandes puissances est une première source de tensions. Les démonstrations les plus brutales sont les guerres en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak. D'autres biais sont les campagnes de publicité que mène Chirac en Russie ou en

Chine lorsqu'il rencontre les dirigeants de ces pays, en emmenant dans ses bagages des patrons, des Airbus et des TGV...

La deuxième tendance est l'augmentation de la concurrence entre puissances. Avec la crise économique du système depuis les années 70, et le développement de la concurrence internationale, les entreprises font face les unes aux autres. Cela a lieu dans leur pays d'origine, mais aussi dans les pays où elles essaient de s'implanter. Pour survivre, elles doivent toujours conquérir de nouveaux marchés; d'où d'innombrables fusions, rachats ou OPA. Mais cela conduit aussi à des phénomènes plus violents: la répartition des marchés entre les grandes entreprises se fait souvent par des affrontements entre leurs États. La guerre en Irak a permis de transférer le marché du pétrole des entreprises françaises et russes aux entreprises américaines et britanniques, sous couvert de « reconstruction ». La France essaie de tirer son épingle du jeu des oppositions



entre les pays d'Amérique du Sud, en proposant son « aide », c'est-à-dire des accords commerciaux. En Afrique, on peut observer l'affrontement entre des factions proches des États-Unis et des États soutenus par la France.

La troisième tendance, c'est la tentative de plusieurs pays de gagner un minimum d'indépendance vis-à-vis des impérialistes. Cette domination impérialiste est insupportable pour les populations et une partie des élites des pays dominés. Ils profitent de la confusion actuelle, jouent les impérialismes les uns contre les autres, sachant que ceux-ci ne peuvent pas intervenir militairement dans de trop nombreux points du globe en même temps. Cela explique des événements simultanés, comme la victoire de présidents de gauche ou nationalistes en Amérique du Sud, la tentative de la Côte-d'Ivoire de diversifier ses marchés en se tournant vers les États-Unis autant que vers la France, la recherche nucléaire en Iran. Ce qui est commun à chaque fois, c'est la recherche d'une sortie de la domination totale par les impérialistes américains ou européens, la tentative

de garder une partie de ses richesses et de réduire la soumission militaire.

Cette troisième tendance conduit à la colère des grandes puissances: les États-Unis soutiennent des oppositions en Amérique du Sud, la France envoie ses troupes en Côte-d'Ivoire et au Tchad, tout menaçant l'Iran de représailles, etc.

Les deux premières tendances mènent le monde à la barbarie, à la guerre totale. La volonté des pays dominés et des peuples, elle, menace la puissance des États et des patronats des pays impérialistes. En ce sens, elles méritent tout notre soutien, car nous avons, quels que soient leurs moyens de lutte, un objectif concret commun: en finir avec la domination de la minorité qui décide pour tout dans ce monde. La lutte des peuples et des pays opprimés affaiblit les classes dominantes et nous aide à défendre nos droits dans les pays dominants.

Privas, [Jussieu]



Les inégalités dans le Monde en quelques chiffres...

Répartition des richesses

Les 1 % les plus riches du monde ont un revenu égal aux 57 % les plus pauvres. Les trois personnes les plus riches du monde possèdent une fortune supérieure au PIB des 58 pays les plus pauvres. En 1970, les cent patrons américains les mieux payés gagnaient en moyenne 39 fois plus que leurs salariés de base. Le rapport est passé aujourd'hui à 1 000 pour 1. Autrement dit, le taux de cette inégalité-là a été multiplié par plus de 25 en une trentaine d'années. (Données du PNUD - ONU)

Pauvreté

20,7 % de la population mondiale vit avec moins d'un dollar par jour (dont 46,4 % de la population d'Afrique sub-saharienne) et 40 % vit avec moins de 2 dollars par jour. (Rapport mondial sur le développement 2005 - Pnud)

Interview de Fernanda, jeune militante brésilienne du PSOL

Fernanda est étudiante à Porto Alegre (Rio Grande do Sul), et milite au PSOL (Parti du Socialisme et de la Liberté - jeune parti anticapitaliste radical).

Red: L'Amérique Latine donne l'impression d'être en train de s'embraser...

En Amérique Latine s'ouvre une nouvelle période: crise du néolibéralisme et montée de la lutte des classes. Après deux décennies d'attaques néolibérales (démantèlement des acquis sociaux, privatisations des services publics, dénationalisation des ressources naturelles), aujourd'hui le peuple latino-américain se lève, sur des mots d'ordre démocratiques et anti-impérialistes.

En Argentine, en Bolivie, en Équateur, il y a eu des mouvements insurrectionnels; au Venezuela, le peuple a mis en échec

le coup d'état de la bourgeoisie vénézuélienne et de la CIA; il y a eu des grèves générales au Pérou et au Costa Rica; et en ce moment il y a le plus gros mouvement étudiant au Chili depuis 1972 (500 000 jeunes). Chaque pays a son propre rythme, mais c'est un processus continental.

Chavez mène une politique de rupture avec la bourgeoisie vénézuélienne et d'affrontement avec l'impérialisme. En Bolivie, Evo Morales va dans le même sens, en nationalisant des hydrocarbures. Il y a Fidel à Cuba. Tout cela va peut-être consolider un front anti-impérialiste continental.

Red: Est-ce que le mouvement massif de la jeunesse en France a eu un écho au Brésil?

Ici au Brésil, la jeunesse a été l'avant-garde de toutes les transformations sociales importantes, surtout la lutte contre la dictature militaire (1964-1985). Aujourd'hui, 55 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, dont une bonne partie sont des jeunes, sans accès à l'éducation ni



au travail, et qui vivent dans les favelas.

Je crois que la lutte sociale en France (contre le CPE et dans les banlieues) joue un rôle de démonstration: c'est possible de lutter et de gagner. L'exemple de la jeunesse française donne confiance aux autres mouvements de jeunes, pour défendre nos droits, en termes de travail et d'éducation. La victoire sur le CPE a déjà contaminé le Chili, avec des actions massives des jeunes pour les transports gratuits et contre les frais d'inscriptions.

Red: Derniers mots pour des révolutionnaires du monde entier?

Nous vivons un moment, où, après des décennies d'offensive capitaliste, le peuple commence à se lever. Il y a un processus de montée de la lutte des classes en Amérique latine, et des mobilisations massives y compris dans des pays capitalistes dominants (lutte des latinos aux USA, mobilisation mondiale contre la guerre en Irak...). Pour que les révolutionnaires puissent faire face à ce processus, je crois qu'il est fondamental de regrouper ceux qui luttent contre le capitalisme, de façon pluraliste et démocratique. C'est ce que nous essayons de faire avec l'expérience du PSOL.

Propos recueillis et traduits par Carlito [Nanterre]

Mondialisation...

Dire que nos luttes n'ont pas de frontières peut paraître plus concret.

Une logique globale

Prenons l'exemple du CPE, il a eu des échos partout, à travers les frontières nationales. La raison est la suivante: la politique que celle menée par ceux qui sont au pouvoir en Europe, européenne de politique de l'emploi élaborée en 2000, il existe la Convention premier emploi, frère jumeau du projet de loi qui a été rejeté proposait de faire passer. Sans dire que le monde avait les yeux tournés vers les moindres faits et gestes, la mobilisation de la jeunesse de bien des peuples. Certains comme les Danois se sont comme le blocage.

De même, il y a des rassemblements et des manifestations en Italie ou encore dans l'État Espagnol; le premier syndicat le 4 avril à Stockholm.

Libre-échange des luttes

C'est pour partager nos expériences de lutte pour le monde que les militants de tous les pays se réunissent. Le Forum Athènes au début du mois dernier, est un cadre pour différentes luttes menées dans les pays et la nouvelle manière, les Rencontres Internationales de Jeunes qui est une étape du processus de construction d'une conscience non seulement l'occasion de rencontrer des militants de plus juste de la situation politique dans les autres pays de lutte. Il permet également de se former pour le monde dans lequel nous vivons et que nous combattons.

Soyons aussi organisés

Nous nous devons d'être une force internationale de luttes organisés à l'échelle mondiale et leurs attaques sont de donner et construire notre riposte contre la classe dirigeante ne sera que mondiale.

internationales!



Projet Grand Moyen-Orient

Avec la chute de l'URSS au début des années 1990, les États-Unis deviennent la seule superpuissance, dont Bush père est le président. Ce dernier annonce au monde la mise en place d'un nouvel ordre mondial.

Concurrence accrue entre les impérialistes

Leur stratégie se heurte à l'émergence de nouveaux concurrents économiques: Japon, Allemagne, Chine et Russie. Ils doivent donc réaffirmer leur leadership économique par le biais du volet militaire. Les attentats du 11 septembre sont une occasion rêvée pour mettre en œuvre leur stratégie. Pour maintenir leurs profits et leur domination les membres de l'administration Bush fils ont besoin d'avoir une politique agressive: la guerre sans limite dont la caractéristique est de mettre au cœur des rivalités entre grandes puissances le volet militaire. Rappelons que le budget militaire américain correspond à l'ensemble des budgets militaires de ses alliés réunis. C'est un bon moyen de leur faire comprendre qu'avec ou sans eux, les États-Unis mèneront à terme leurs conquêtes capitalistes et impérialistes du monde. Ils veulent redéfinir la carte du monde, notamment la zone-clé en terme de ressources énergétique: le Moyen-Orient. C'est l'incarnation du Plan Grand Moyen-Orient. Il s'agit d'établir une zone de libre-échange économique sous domi-



nation US, du Maroc au Pakistan., cela prendra du temps, la guerre est un outil.

Nouvelles attaques

Depuis les attentats du 11 septembre, leur politique agressive s'accélère: guerre en Afghanistan et en Irak, soutien quasi-inconditionnel à Israël, refus de verser des aides économiques au gouvernement Hamas, fortes pressions sur la Syrie et le Liban et plus récemment, des menaces de plus en plus précises sur l'Irak.

En attaquant l'Afghanistan leur objectif était de faire comprendre au monde qu'on n'attaque pas impunément les États-Unis. Cela leur permet d'une part de légitimer leur stratégie de guerre sans limite au nom de la lutte antiterroriste et d'autre part de s'installer dans une zone proche de l'Inde, de la Chine et de la Russie. Le volet économique était réel mais secondaire. En ce qui concerne l'Irak, son invasion est évoquée dès l'investiture de Bush fils, donc

bien avant le 11 septembre. Deux objectifs majeurs les guident: renverser Saddam Hussein afin d'installer dans la région exclusivement des régimes alliés aux EU et prendre le contrôle du pétrole pour leur propre consommation, mais aussi pour rendre dépendant leur concurrent (l'Europe).

Nouvelles résistances

Mais des difficultés évidentes apparaissent: la Résistance armée se développe, les résultats électoraux n'ont pas vu la victoire tant espérée par les États-Unis de leur poulain. Le pays n'est toujours pas stable après deux ans et demi de conflit. Le Plan Grand Moyen-Orient est menacé. En effet l'agression de l'Irak s'est retournée contre les États-Unis, elle a réveillé la colère de la rue des pays arabes et musulmans qui, soutenue par le mouvement anti-guerre international, déstabilise aussi les régimes alliés des États-Unis dans la région: en Jordanie, en Égypte et en Arabie Saoudite, les classes dirigeantes sont obligées de lâcher du lest en organisant des élections. Ce mécontentement renforce aussi les forces politiques qui sont les plus hostiles, au moins dans le

discours, à tout compromis avec les États-Unis et leur meilleur allié, Israël: les Frères Musulmans font leur entrée au Parlement Égyptien, le Hezbollah entre dans le gouvernement libanais, le Hamas remplace le Fatah dans le gouvernement palestinien et Mahmoud Ahmadinejad devient président en Iran.

Enlèvement américain

L'administration Bush a commis une erreur majeure, celle de croire qu'elle pourrait calquer le modèle de l'Europe de l'Est au Moyen-Orient: l'effet dominos, que les forces politiques et que les régimes hostiles s'écrouleraient sous la pression de la rue, assoiffée de démocratie et d'économie de marché. Mais les populations de la région ont conscience que la politique d'ingérence occidentale est le prolongement direct des politiques coloniales du siècle dernier. Le Président iranien s'appuie sur cette conscience, sur le discrédit des régimes alliés des États-Unis, ainsi que sur la disparition politique de Saddam Hussein pour se poser en leader régional. Il espère jouer un rôle moteur pour renforcer le poids de l'Iran dans la région. Cela, ainsi que la position géographique de l'Iran, son pétrole, le poids politique de l'Iran en Irak, sans oublier la pression israélienne, pousse les Américains à renforcer et à accélérer les menaces sur l'Iran.

Seule une résistance des peuples renforcée dans la région, mais aussi dans le reste du monde, pourra stopper cette conquête impérialiste!

Amélie, [Tolbiac]

La révolution sera mondiale...

Une nouvelle génération militante qui se dresse contre le capitalisme. Les questions de « quelle société nous voulons? » et de « comment y parvenir? » sont d'actualité. Et la bonne nouvelle c'est qu'il n'y a pas qu'en France que les résistances se développent!

Des luttes partout dans le monde

Dans l'ensemble des pays européens, des mouvements d'étudiants, de travailleurs, d'immigrés, de femmes... voient le jour. Il serait difficile de réaliser une liste exhaustive de l'ensemble des luttes à l'échelle internationale mais partout la résistance s'organise. Au Népal, la guérilla communiste gagne du terrain, au Moyen Orient, la politique guerrière des États-Unis d'Amérique se confronte à une résistance tenace. En Afrique, les résistances à l'impérialisme, notamment français se développent...

Organiser la résistance à l'échelle mondiale...

Pour nous, renverser l'ordre existant ne peut se limiter aux frontières d'un pays. Nous devons nous organiser à l'échelle internationale pour coordonner nos luttes, élaborer des perspectives communes.



Nous le faisons lors des Forums Sociaux Européens et Mondiaux, mais nous avons aussi besoin d'une organisation internationale révolutionnaire, pour se coordonner et tirer le meilleur de chaque expérience de lutte et aller le plus loin possible.

C'est pourquoi, du 29 juillet au 4 août, plusieurs centaines de jeunes de la quatrième internationale, venant d'une trentaine de pays (Europe, Venezuela, Afrique, Philippines...), se retrouveront à Pérouse (Italie). Pour nous, les Rencontres Internationales de Jeunes sont un moment où nous avons le temps d'approfondir toutes les questions que nous nous sommes posées dans les luttes, un moment pour nous former et discuter. Le camp est une occasion unique d'échanger nos expériences de lutte et de rencontrer des militants du monde entier! Et ainsi de construire un courant international vivant, une nouvelle génération mondiale pour la révolution!

Sylvain, [Toulouse]

2008

Mortalité infantile

283 enfants pour mille nés en 2003 en Sierra Leone risquent de mourir avant l'âge de 5 ans, 260 pour mille en Angola et 193 pour mille en Côte d'Ivoire, contre 5 en France, 8 aux USA et 4 au Japon. (OMS rapports sur la santé dans le monde 2002 et 2005)

Espérance de vie

L'espérance de vie est de 38 ans en Sierra Leone, 40 ans en Angola et 45 ans en Côte d'Ivoire contre 77 ans aux USA, 80 ans en France et 82 ans au Japon. (OMS rapports sur la santé dans le monde 2002 et 2005)

Accès à l'eau

1,2 à 1,4 milliard de personnes n'a pas accès à l'eau potable. 2,6 milliards d'individus (40 % de la population mondiale) n'ont pas de réseau d'évacuation et de retraitement des eaux usées dont plus de la moitié vivent en Inde ou en Chine. En Afrique sub-saharienne, 36 % seulement de la population a accès à des latrines.

Des luttes!

très abstrait ou incantatoire, pourtant il n'y a rien de

en Europe et a été suivi bien au-delà de nos frontières. La révolution menée par le gouvernement français est la même. En Europe, elle s'inscrit notamment dans une logique de lutte sociale. En 2000 lors du sommet de Lisbonne. Ainsi, en Belgique, le CDI est devenu le Contrat première embauche. En Allemagne, un CDI est accordé pour la période d'essai de 6 mois à 2 ans pour les CDI. En France et que tous suivaient avec impatience nos dirigeants. La plus forte depuis mai 1968 a suscité l'intérêt de nos dirigeants. Ils sont même inspirés de techniques de mobilisation

de soutien dans bien des pays: en Grèce, un étudiant suédois a lancé un appel à manifester

Ses constructions et les coordonner qu'il est important de construire un Forum Social Européen, dont le dernier a eu lieu à Pérouse à l'échelle internationale, les difficultés que nous voulons construire. De la même manière, il y aura cette année en Italie une nouvelle manifestation de classe à l'échelle internationale. Ce camp est d'Europe et du monde entier, de se faire une idée de ce que nous voulons et ainsi de partager nos expériences et stratégies de lutte. Comprendre comment fonctionne le système dans

qu'eux!

de proposition et d'action. Les capitalistes, eux, sont globaux. Nous devons l'être aussi pour nous coordonner et cela à l'échelle internationale. La révolution

Hélène, [Metz]